

Fin de règne à Kaboul avec le retrait soviétique

Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance afghane

Le prix fort

Les réactions des opinions publiques sont parfois bien étranges. Ainsi en va-t-il à propos des événements d'Afghanistan : l'URSS vient d'annoncer son premier échec militaire depuis la seconde guerre mondiale, sanctionné par un retrait qui prend parfois des allures de débâcle, et l'affaire ne paraît guère passionner que les spécialistes. Comme si une telle « première » historique était de peu d'importance !

Pourquoi une telle indifférence ? La première, d'ordre tactique, réside dans le choix fait par M. Gorbatchev peu après son arrivée au pouvoir : ayant tiré toutes les leçons de l'amère expérience américaine au Vietnam, Moscou a choisi de jeter l'éponge avant qu'il soit trop tard en faisant connaître dès le 8 février 1988 son intention d'abandonner la lutte sur le terrain.

Le prix politique à payer sera lourd, car personne ne doute que le régime soviétique de Najibullah ne survivra pas au départ de ses protecteurs. Le spectacle d'un allié abandonné, sinon trahi, n'est jamais bien vu par les autres membres d'une même clientèle. En même temps, il peut servir de leçon pour amener à composition certains protégés trop enclins à refuser la nouvelle diplomatie soviétique : les Vietnamiens en ont pris de la graine, qui se montrent aujourd'hui bien plus compréhensifs dans l'affaire cambodgienne ; les Angolais et les Cubains surtout, qui ont dû accepter le principe d'un retrait d'Angola.

La force de M. Gorbatchev - et c'est la seconde explication de l'apathie de l'opinion internationale - est aussi d'avoir réussi à transformer une indéniable défaite militaire en symbole du nouveau cours de la politique étrangère du Kremlin. Comment oublier en effet que le retrait militaire d'Afghanistan est la pierre angulaire des nouvelles relations Est-Ouest ? Que le non-respect de la date fatidique du 15 février aurait gravement compromis la crédibilité de M. Gorbatchev ? C'est bien pourquoi les chancelleries occidentales ne se sont guère émues des menaces proférées ces derniers temps par Moscou : le départ des Soviétiques n'a jamais été réellement lié à la mise en place d'un gouvernement de coalition à Kaboul. L'URSS aura du mal à sauver la face dans la capitale afghane.

M. Gorbatchev est d'autant plus décidé à payer ce prix qu'il sait que la coalition de ses adversaires afghans écartera bien vite et que le pays risquera, pour son malheur, de sombrer dans un processus de libération propulsé à bien des manœuvres, l'Occident le sait aussi, et c'est sans doute - troisième explication - pourquoi la déroute de l'URSS n'y suscite aucune satisfaction manifeste. Reste à savoir quel sera l'impact de l'échec afghan en Union soviétique. La guerre n'y a jamais été populaire, et il est clair qu'elle a réveillé la conscience religieuse des Républiques musulmanes du Sud. A l'opposé, l'épisode a été vécu par les militaires professionnels comme un « lâchage » des civils et par les opposants conservateurs à M. Gorbatchev comme une humiliation de la patrie. Il est significatif à cet égard que la presse, prompt à lever tant de tabous, évite toujours de poser le problème des responsabilités dans le déclenchement de la guerre.

Alors que les dernières troupes soviétiques évacuent l'Afghanistan, Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance. M. Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique, a quitté le Pakistan, lundi 6 février, sans avoir rencontré ses représentants. Les mouvements de résistants ont conclu dimanche, à Téhéran, un accord en vue de réunir une assemblée chargée de former un gouvernement.

KABOUL
de notre envoyé spécial

A l'horizon, sous le ciel bleu azuré strié de fumeroles blanches que lâchent les Iliouchine-183 - des leurres chargés de détourner d'éventuels missiles, - se dresse une barrière de montagnes aux crêtes déchiquetées, étincelantes de neige. Ensuite, en suivant la perspective, une mer de drapeaux rouges est agitée par un vent glacial qui arrive de l'Hindou Kouch. Plus bas, le regard tombe sur une forêt d'uniformes marron clair, ceux des militants du PDPA, le PC afghan, dont les épaulettes et les brassards sont aussi rouges.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 4
ainsi que l'article
de notre correspondant à Moscou
BERNARD GUETTA.)

Soumise à référendum le 23 février

La Constitution algérienne ouvre la voie au multipartisme

Les Algériens seront appelés, le jeudi 23 février, à approuver par référendum le texte d'une nouvelle Constitution qui ne fait plus référence, comme la précédente, au socialisme ni au FLN.

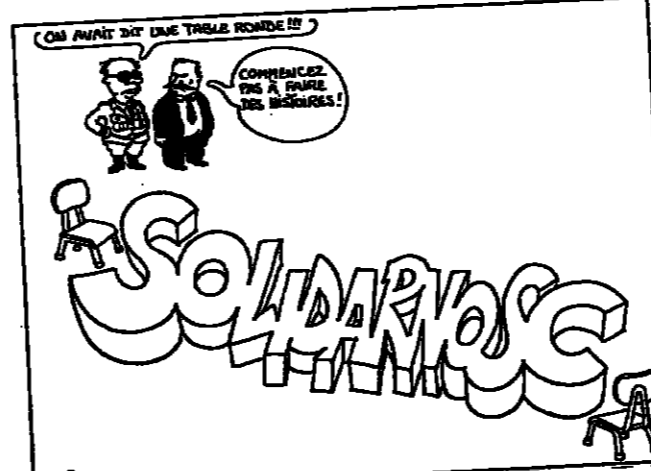
En revanche, le projet de Loi fondamentale ouvre la voie au multipartisme en reconnaissant « le droit de créer des associations à caractère politique ».

La nouvelle Constitution que les Algériens vont être appelés à approuver par référendum, le jeudi 23 février, marque en quelque sorte la fin de l'ère du socialisme. Désormais, la Charte nationale n'est plus le texte idéologique de base de la révolution algérienne.

Le président Chadli a ainsi tiré la leçon des événements sanglants d'octobre dernier, et met en pratique un plan de réformes qui devrait modifier en profondeur le paysage politique algérien. Sur le plan extérieur, il a renoué les liens avec le Maroc, où il s'est rendu, lundi 6 février, en visite « d'amitié et de travail », pour la première fois depuis son accession au pouvoir.

(Lire page 3 l'article
de notre correspondant à Alger
FRÉDÉRIC FRITSCHER
et page 6 nos informations
sur la visite
de M. Chadli à Rabat.)

La « table ronde » en Pologne



Lire page 7 « Une page tournée »,
par SYLVIE KAUFFMANN

Du grand dessein présidentiel à la polémique sur les affaires

Mitterrand 2 : la cote d'alerte

par Jean-Marie Colombani

« Ce nouveau septennat commence comme une fin de règne » : cette formule de M. Charles Pasqua peut faire mouche : l'impression prévaut, en effet, que le chef de l'Etat, neuf mois à peine après sa réélection, n'a plus vraiment prise sur la réalité. Tout se passe comme s'il avait fait l'impasse sur la première année de son second septennat, comme s'il avait renoncé par avance à dissiper le brouillard épais qui continue d'obscurcir la vie politique.

Tout avait pourtant si bien (re)commencé ! Après une réélection brillante, fort d'une popularité élevée et stable, face à une droite affaiblie (toujours incer-

taine sur sa stratégie et divisée sur le choix de ses dirigeants) ainsi qu'à des extrêmes diminués (un PC replié, un FN en perte de vitesse), François Mitterrand pouvait sereinement attendre, et voir venir des échéances électorales plus faciles et moins nombreuses : les municipales, puis les européennes ont chacune pour référence les années noires de la gauche première manière (1983 et 1984) ; la comparaison devait donc jouer aisément en faveur des socialistes : en outre, le scrutin européen du 18 juin prochain fermera un cycle électoral qui ne laissera la place à un autre qu'en 1992, ouvrant ainsi une période « bénie », pour un gouvernement,

de trois ans sans affrontement électoral.

Tout était donc en place pour faire de 1989 une grande année... diplomatique et « historique ».

Celle-ci devait prendre tout son éclat le 14 juillet prochain avec la célébration, dans la capitale, du Bicentenaire de la Révolution et la réunion, le même jour dans l'arche de la Défense, du sommet des sept pays les plus industrialisés. Bref, cette année-là devait permettre à un président enfin débarrassé des « contingences » de la conduite quotidienne des affaires gouvernementales de déployer tout son talent.

(Lire la suite page 10.)

La préparation des élections municipales

La bataille de Marseille

La bataille pour la mairie de Marseille sera l'un des points forts des élections municipales de mars. Trois candidats principaux, deux de gauche, un de droite, s'affrontent pour s'emparer de la succession de Gaston Defferre. Cette ville, marquée par un malaise économique persistant, mais aussi par un dynamisme culturel réel, n'est pas avare de surprises politiques : la popularité de l'actuel maire, M. Robert Vigouroux, est aussi incontestable dans la population marseillaise que son image médiatique est pâle. Le Front national semble en voie de baisser presque aussi vite qu'il a monté.

En 1983, M. Jean-Claude Gaudin a manqué la mairie d'un cheveu. Mais, en 1988, le déclin de la gauche a été quelque peu enravé, et le PCF a entamé, dans ses bastions traditionnels, un spectaculaire rétablissement. Fort de l'appui de la plupart des dirigeants nationaux du PS, M. Michel Pézet sera-t-il en position de disputer les voix de gauche au maire sortant ? Le Monde entame aujourd'hui une semaine avec Marseille, qui sera suivie d'une semaine avec Paris, puis avec Lyon.

J.-L. A.

(Lire, pages 8 et 9,
les articles de DANIEL CARTON,
Jean CONTRUCCI et GUY PORTE.)

Un appel de linguistes sur l'orthographe

« Moderniser l'écriture du français »

Dix linguistes éminents, professeurs d'université et au Collège de France et chercheurs au CNRS, publient un appel en faveur d'une « modernisation de l'écriture du français ». Ils souhaitent que ces propositions, volontairement modérées, contribuent à relancer le débat nécessaire sur l'adaptation de l'orthographe française au contexte culturel et politique actuel. Voici leur texte :

Les Français n'ont pas à rougir de leur orthographe, qui est dans l'ensemble régulière et plus cohérente qu'on ne le croit ; mais ils risquent de souffrir d'avoir cessé de la moderniser. Il s'agit, en effet, de notre écriture nationale. On sait l'importance du mode de transcription écrite d'une langue, pour la culture que cette langue exprime, mais aussi dans le développement de cette langue elle-même. Une écriture ne se fait pas au hasard ; elle entretient avec la langue qu'elle transcrit des rapports qui ne cessent d'évoluer. Il convient de rappeler que

l'on peut, avec les précautions du savoir et de l'expérience, adapter cette écriture, sans pour autant nuire à la langue. Une langue est vivante, sa graphie également. Les exemples de tels aménagements sont si nombreux qu'ils constituent quasiment la règle. Presque tous les pays européens, et la France parmi eux, ont, à plusieurs reprises, modifié leur façon d'écrire. Les langues, dans leurs spécificités et leur génie propre, n'en ont pas été affectées ; elles en ont même amplement profité, tant sont étroits les liens qu'elles ont avec leur transcription.

Ce fut le cas pour l'Allemagne (1900-1920), la Russie (1917), les Pays-Bas (1936-1970), le Portugal et le Brésil (encore tout récemment), l'Espagne et les pays d'Amérique du Sud, les pays de l'Est, etc. La Grèce vient de supprimer certains signes hérités du grec ancien, qu'elle utilisait depuis plus de deux mille ans. Rares sont les pays qui, d'une façon ou d'une autre, ne se préoccupent pas d'adapter leur graphie. En France, du Moyen

Age à Rabelais, de Rabelais à Voltaire, de Voltaire à Littré, d'édition en édition du dictionnaire de l'Académie, des milliers de mots français ont changé de forme. L'on a écrit *conestre*, *connoistre* ou *congnoistre*, puis *connaître*, *eschole* puis *école*, *adjouster* puis *ajouter*, sans que la langue en pâtît.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

ÉCONOMIE

« Affaires » à suivre

- « Séparer les pouvoirs », par Erik Izraelwicz ;
- « Crimes sans châtimement », par Jean Cosson ;
- « Bon appétit, messieurs ! », par Jean-Pierre Rioux.

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

M 0147 - 0207 0 - 4,50 F



3790147004500 02070

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Etranger

ALGÉRIE : soumise à référendum le 23 février

La nouvelle Constitution ne fait plus référence au socialisme

ALGER
de notre correspondant

La presse algérienne a publié, dimanche 5 février, le texte de la nouvelle Constitution qui sera soumise à l'approbation populaire par référendum, le 23 février. La « Constitution de 89 », comme l'appellent déjà les Algériens, diffère fondamentalement de celle adoptée en 1976, sous le régime du président Houari Boumedienne, et dont l'article premier stipulait notamment : « L'Etat algérien est socialiste ».

L'Algérie reste une « République démocratique et populaire », mais la disposition concernant le socialisme ne figure plus. Aucune référence n'est faite au socialisme dans le nouveau texte, pas plus qu'au Parti du FLN ou à la Charte nationale. En revanche, le multipartisme, même si le terme n'est pas formellement utilisé, est implicitement légalisé puisque l'article 40 prévoit que « le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu ».

L'armée, qui a toujours joué un rôle prépondérant dans la gestion des affaires et qui disposait d'un chapitre complet dans le texte de 1976, apparaît maintenant intégrée au chapitre sur l'Etat. Le détail est d'importance, car l'Armée nationale populaire (ANP) n'est plus chargée de participer « au développement du pays et à l'édification du socia-

lisme ». Elle a, selon l'article 24, pour « mission permanente la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale ». Et elle doit « assurer la défense de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays ».

Le serment que prête le président de la République en prenant ses fonctions insiste sur la protection des « libertés et droits fondamentaux de l'homme et du citoyen » et non plus sur « les droits et libertés fondamentaux du peuple ». Le mandat présidentiel est ramené de six à cinq ans sans que soit défini pour autant le mode de désignation ou des futurs candidats à la présidence de la République. La Constitution tient également la promesse faite par le président Chadli lors du sixième Congrès du FLN de créer un Conseil constitutionnel.

Le cercle présidentiel

Une première réforme constitutionnelle avait été adoptée par référendum le 3 novembre dernier. Elle consacrait la séparation du Parti et de l'Etat et prévoyait que le président de la République se désignerait d'une partie de ses prérogatives sur un premier ministre-chef du gouvernement responsable de sa politique devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le 17 janvier dernier, en annonçant le prochain référendum sur la Constitution, le président Chadli, dans une allocution prononcée devant les vrais (profès) et les membres du gouvernement, avait réaffirmé que 1989 serait l'année de « l'application de toutes les réformes économiques, politiques, éducatives et constitutionnelles ». Il avait aussi remarqué à cette occasion : « Si des contradictions sont apparues dans nos lois et nos institutions officielles, c'est parce que nous avons accordé la priorité à l'aspect idéologique et philosophique, plutôt qu'à l'aspect technique ».

Ainsi « la Charte nationale était un programme, et la Constitution un programme-loi, avec toutes les contradictions que cela implique », devait-il ajouter. « Nous ne pouvons parler d'Etat de droit si la Constitution demeure un mélange d'idéologie, de philosophie et de lois », précisait-il en annonçant : « La Constitution devra être un texte de loi qui régit les relations entre les institutions et la société algérienne », car « c'est là notre conception de l'Etat de droit ».

Les orientations du président Chadli ont été suivies à la lettre. Le nouveau texte est débarrassé de toute scorie idéologique. Il s'inscrit dans la logique de la politique pragmatique menée par le chef de l'Etat au cours de ces dernières années. Il avait déjà voulu changer la Charte

nationale, à l'époque où elle primait encore sur la Constitution, pour en faire un texte compatible avec ses options d'ouverture économique sur le monde occidental et de libéralisation politique et de la société. Mais son projet avait été caviardé et le débat, le président n'avait pas obtenu les moyens de sa politique. Il a du reste évoqué cet épisode dans son discours du 17 janvier : « Malheureusement, et je le dis pour l'histoire, l'enrichissement de la Charte n'a pas été au niveau que nous ambitionnions, compte tenu de la crise que nous traversons encore ».

Au lendemain de l'autisme tragique qu'a connu l'Algérie, des trois pôles de pouvoir, seul le « cercle présidentiel » émerge aujourd'hui. Le Parti du Front de libération nationale est laminé. La hiérarchie militaire a été remaniée. L'armée est maintenant cantonnée dans ses casernes, veillant à sa tâche républicaine comme le prévoit la nouvelle Constitution. Le « cercle présidentiel » et le gouvernement ont désormais — en théorie — les coudées franches pour mener à bien la politique de réformes qu'ils préconisent pour sortir l'Algérie de l'ornière économique où elle s'est enfoncée ces dernières années.

FREDERIC FRITSCHER.

CHINE

Fermeture mouvementée d'une exposition d'avant-garde

A peine ouverte, la première exposition officielle d'art d'avant-garde a été fermée par la police, dimanche 5 février. Cella-ci est intervenue l'arme au poing après qu'un artiste, voulant apparemment réaliser une sorte de happening, ait tiré des coups de revolver sur l'une de ses œuvres — deux personnages dans des cabines téléphoniques séparées par un miroir, brisant ce miroir.

Cette exposition, reportée pendant plusieurs années en raison d'obstacles politiques, était organisée au Musée des beaux-arts de la capitale peu de temps après le premier Salon du nu. La précédente exposition d'avant-garde avait été celle, non officielle, du groupe d'artistes contestataires des Etoiles en 1980.

Parmi les quelque deux cent cinquante œuvres de plus d'une centaine d'artistes venus de toute la Chine et brièvement exposées, figuraient un phallus géant suspendu au plafond entre une poitrine géante et des gants chirurgicaux gonflés d'air, un triptyque sur Mao Zedong, un matelas transparent rempli d'eau où flottaient des poissons en plastique... Les autorités avaient, la veille, fait retirer quelques œuvres pour « obscénité ».

Plusieurs artistes ont tenté d'organiser des happenings en dépit de l'interdiction qui en avait été faite. Ainsi, trois personnes drapées de blanc de la tête aux pieds se sont ruées sur les visiteurs ; une autre a commencé de lancer sur le sol des poignées de préservatifs et des billets, affirmant qu'il voulait « seulement aider le planning familial chinois » ; un artiste, vêtu de serviettes rouges, s'est lavé les pieds avec un savon décoré d'une caricature de M. Reagan ; d'autres, enfin, se sont rués dans des œufs et ont vendu des cravates devant les spectateurs stupéfaits. — (AFP, Reuters, LPI, AP.)

Le Festival de la grande prière à Lhasse est annulé. — Le clergé tibétain a décidé d'annuler cette année la tenue à Lhasse des cérémonies du Festival de la grande prière, la principale fête religieuse tibétaine, a annoncé, lundi 6 février, l'agence Chine nouvelle. Ce festival, le Molam Qamno, qui devait être célébré fin février, avait donné lieu en 1988 à de violentes émeutes antichinoises. Cette décision a été prise le jour de la mort du panchen-lama. Des cérémonies pourront avoir lieu dans les monastères, précise l'agence. — (AFP.)

SOMALIE : la libération de détenus politiques

Le président Barre cherche à améliorer l'image de son régime

NAIROBI
correspondance

Malgré la polémique qui l'a récemment opposé au gouvernement somalien, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) espère installer, dans les mois à venir, une « antenne » locale dans la région de Borama, dans le nord-ouest du pays. C'est là que seraient aujourd'hui regroupés la majorité des 371 000 réfugiés éthiopiens officiellement comptabilisés dans cette partie du pays au début de 1988. Le nouveau recensement que le HCR s'était proposé d'effectuer en 1988 n'a pas pu être mené à bien.

Malgré les innombrables difficultés rencontrées sur le terrain — et qui ont notamment conduit l'ONU à réduire graduellement son volume d'aide aux réfugiés du Nord — plusieurs missions du HCR ont pu se rendre à Borama durant ces dernières semaines. Un bureau permanent pourrait y être rapidement installé.

Les autorités de Mogadiscio ont, d'autre part, fermement réagi aux critiques portées contre l'armée. Le premier ministre, M. Mohamed Ali Samatar, qui s'est rendu fin janvier

à Washington afin de « renforcer l'image de la Somalie sur la scène internationale », a rejeté catégoriquement les accusations de violation des droits de l'homme portées contre les troupes gouvernementales. Plusieurs organisations humanitaires avaient affirmé lors d'une conférence de presse tenue à Londres début janvier que des atrocités avaient été commises par les soldats. La contre-offensive lancée en mai 1988 pour réduire la guérilla du Mouvement national somalien (MNS) se serait ainsi traduite par le bombardement répété de plusieurs villes du nord et du nord-est de la Somalie.

Reprise en main de l'armée

Voulant faire preuve de bonne volonté, le gouvernement du général Siad Barre a annoncé, fin janvier également, une amnistie pour certains rebelles et opposants exilés et la libération de prisonniers politiques. Radio-Mogadiscio a annoncé, dimanche 5 février, que le président Barre avait gracié cent quatre prisonniers politiques.

L'opération de charme que le régime de Mogadiscio est en train

de tenter à l'étranger s'accompagne d'une sérieuse « reprise en main » au sein de l'armée. Le caractère bureaucratique et clanique du régime annoncé en début de semaine ne laisse pas d'inquiéter, tant en Somalie que dans les pays voisins. Ainsi le général Mohamed Said « Morgan », qui avait dirigé les débuts de la contre-offensive du mois de mai se voit promu au rang de vice-ministre de la défense, un poste qui n'existait pas jusqu'alors. Le général « Morgan » est le gendre du président Barre.

Autre promotion remarquée, celle du général Masla. Responsable des garnisons de Mogadiscio, le fils du président somalien devient le nouveau commandant de l'infanterie. La marine, dirigée désormais par le général Saïd Abdallah Omar, ainsi que les forces et la défense aériennes à la tête desquelles le général Mohamed Noor Dioudi et le général Siad Da'ud viennent d'être nommés, sont également touchées par ce remaniement. Quant à l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdullahi Noor, originaire de la région de l'Ogaden, il se voit rétrogradé au poste de ministre du tourisme.

CATHERINE SIMON.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud Création d'un parti d'opposition libérale

Trois groupes parlementaires blancs de l'opposition au gouvernement de M. Pieter Botha ont annoncé, samedi 4 février, au Cap, la formation d'un nouveau parti politique unifié. Le nouveau parti, le Parti démocratique (DP), est composé du Parti progressiste fédéral (PPF), du Mouvement démocratique national (NDM) et du Parti indépendant (IP). La direction du DP sera provisoirement assurée conjointement par les présidents des trois mouvements.

Le PPF avait été l'opposition officielle à la Chambre blanche du Parlement sud-africain jusqu'aux élections législatives de mai 1987, date à laquelle il fut remplacé dans ce rôle par le Parti conservateur d'extrême droite.

Selon M. De Beer, chef du PPF, le nouveau parti est « totalement acquis à l'idée d'une démocratie raciale en Afrique du Sud ». A son avis, 24 % de l'électorat blanc soutient actuellement les trois mouvements constitutifs du Parti démocratique. Dans l'actuelle chambre, les trois groupes disposent de vingt députés. — (AFP.)

Albanie

Remaniement du gouvernement et de la direction du parti

Des ministères clés ainsi que la direction du parti ont changé de titulaires. M. Alla a justifié ces changements par « les faiblesses et la carence » de certains responsables au sein du parti et du gouvernement et par la nécessité pour le parti de « contrôler davantage » les affaires du pays. Le nouveau ministre de l'intérieur, M. Simon Stefani, était jusqu'à sa nomination secrétaire du comité central du Parti communiste albanais. Il exercera également les fonctions de vice-premier ministre.

Son prédécesseur, M. Herukan Isai, monte dans la hiérarchie du parti en devenant secrétaire du comité central. Le second secrétaire à avoir perdu son poste au comité central, M. Hamedin Celiku, devient ministre des transports.

M. Enver Halili, nouveau nom de la nomenklatura albanaise, a été nommé secrétaire général du gouvernement et serait appelé, selon les observateurs, à succéder le premier ministre Adil Carcani, que le rumeur dit malade. — (AFP.)

Chili

La démocratie chrétienne a désigné son candidat à l'élection présidentielle

La démocratie chrétienne, principal parti d'opposition du Chili, a annoncé dimanche 5 février la désignation de Patricio Aylwin comme candidat à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en décembre prochain. Agé de soixante-dix ans, Patricio Aylwin est président de la DC. Ancien sénateur, il a été porte-parole de l'Alliance pour la démocratie, qui avait infligé une défaite au général Pinochet lors du plébiscite du mois d'octobre dernier.

Les dix-sept partis qui composent l'Alliance doivent se prononcer au mois de mars sur une candidature unique de l'opposition, et devront donc ratifier ou non le choix de Patricio Aylwin pour affronter le candidat officiel du gouvernement, qui n'a pas encore été désigné. Le général Augusto Pinochet, qui n'avait pas réussi à obtenir le nouveau mandat de huit ans qu'il sollicitait, devra céder le pouvoir trois mois après l'élection de son successeur, le 14 décembre. — (Reuters, UPI.)

Christian Baudouin
Roger Establier

Le niveau monte

Reformulation d'une vieille idée : la pédagogie de nos écoles

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE AU SEUIL.

Marguerite Gentzbitzel
Madame le proviseur

Antoine Prost

Eloge des pédagogues

Jean-Claude Milner

De l'école

Le Guide de l'élève

À l'usage des élèves, de leurs parents et de leurs professeurs

Jean-Pierre Vella

La France illettrée

Nicole Gauthier
Catherine Guillon
Maurice A. Guillon

Les instits

Enquête sur l'école primaire

Hervé Hamon
Patrick Botman

Tant qu'il y aura des profs

Editions du Seuil

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

Politique

Les suites financières de la libération des otages

M. Charles Pasqua nie avoir laissé une « ardoise » à M. Pierre Joxe

M. Charles Pasqua, qui était dimanche 5 février l'invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », a nié avoir laissé à son successeur au ministère de l'intérieur, M. Pierre Joxe, une note impayée de plus de 1 million de francs relative aux frais de transport aérien occasionnés par les déplacements de ses émissaires entre la France et le Liban lors des négociations menées fin 1987 et début 1988 pour la libération des otages français. Répondant aux informations publiées à ce sujet par le *Canard enchaîné* daté du 1^{er} février,

Une facture de 1 435 591 F

Quoi qu'en dise aujourd'hui M. Charles Pasqua, les émissaires qui ont agi secrètement pour le compte du gouvernement de M. Jacques Chirac entre le mois d'octobre 1987 et le mois d'avril 1988 ont laissé une « ardoise » importante. Son montant s'élève en effet à 1 435 591 francs, selon la facture présentée au nouveau ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, par M. Albert Pukacz, le propriétaire de la Trans Oceanic Aviation, une petite compagnie aérienne du Bourget qui a notamment assuré le rapatriement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, le 28 novembre 1987, puis a prêté son hangar pour « faciliter » dans la nuit du 29 novembre, le retour en Iran de Walid Gerdji, nos propres sources confirment, sur ce point, les révélations du *Canard enchaîné*.

M. Joxe a été officiellement saisi d'une demande de paiement, par une lettre de M. Pukacz en date du 25 novembre dernier. Le patron de la Trans Oceanic Aviation y racontait notamment comment il avait été approché, à la fin octobre 1987, d'abord par le pilote privé du brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, puis par un certain « M. Joseph », présenté comme « l'homme de confiance » de M. Manucher Ghorbanifar, l'intermédiaire iranien cité dans l'affaire de l'Iran-gate. Ces demandes d'affrètement avaient été « authentifiées » par le négociateur spécial de

M. Pasqua, M. Jean-Charles Marchiani, alias Alexandre Stefani.

L'avion de la Trans Oceanic Aviation — un Hawker Siddeley HS 125 — a ainsi effectué, entre le 18 novembre 1987 et le 18 avril 1988, dans le cadre des transactions menées avec les preneurs d'otages, une série de vols entre le Bourget et le Liban, tantôt via Genève, Kerkira, Larnaca, tantôt via Brindisi, parfois via Nice, Francfort, Cologne, Londres, avec des « escapades » à destination de Biarritz, Marrakech, Ouazzate, Tanger et Ajaccio. Comme si M. Marchiani et ses « contacts » libanais en France, MM. Iskandar et Akram Safa, deux riches frères, avaient agréé leur mission de détention.

Dans la même lettre, M. Pukacz expliquait à M. Joxe que M. Marchiani lui avait initialement demandé d'adresser ses factures à une société des frères Safa, la Triacorp, sise avenue Franklin-Roosevelt, à Paris. Les règlements avaient été effectués sans difficulté jusqu'à ce que deux chèques reçus à titre d'acompte soient revenus non provisionnés à la Trans Oceanic Aviation, dont un de 50 000 dollars des États-Unis demeure impayé à ce jour.

Selon le patron de la compagnie, ses relations avec les émissaires de M. Pasqua se sont dégradées au moment du rapatriement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin. M. Pasqua, aux- quels s'était joint, en novembre 1987, entre Le Bourget et Lacarna, un certain Hankas Boulos.

Les services financiers de M. Joxe ont admis que l'État français se trouvait débiteur à l'égard de la Trans Oceanic Aviation, d'une somme de 1 285 591 F. Le ministère de l'intérieur a simplement déduit de la facture présentée par M. Pukacz une somme de 150 000 F qui ne lui paraissait pas justifiée. C'est la première fois, semble-t-il, que M. Joxe règle ainsi une dette imputable à son prédécesseur.

A. R.

Le redécoupage régional

M. Charasse plaide pour un « bilan des compétences »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Tout en se gardant bien de porter un quelconque jugement sur le manifeste que vient de diffuser le PS, et qui porte, notamment, sur l'organisation des collectivités territoriales dans la perspective de l'Europe de 1993, et souhaite la réduction du nombre des régions. M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, a rendu publiques, vendredi 3 février, quelques réflexions sur le sujet sensible de l'institution régionale.

En premier lieu, le ministre, qui s'exprimait dans sa mairie de Puy-Guillaume, a remarqué que « la fiscalité régionale en France s'est considérablement alourdie lors de ces dernières années » et constate que « le plus périlleux pour la fiscalité locale est d'avoir à ajouter une ligne trop forte de fiscalité régionale à celle qui existait déjà ». C'est peut-être trop sur une feuille d'impôts, explique en substance M. Charasse, et les lois de décentralisation (1982-1983) datent de quelques années. C'est pourquoi, le moment est venu de faire le bilan des compétences entre les différents étages des collectivités.

« Sans engager le gouvernement, a encore souligné le ministre du budget, j'ai personnellement la conviction qu'avec Gaston Defferre nous avons fait une erreur en donnant, par exemple, les collèges aux départements et les lycées aux régions, alors que, dans ce domaine, une politique absolument coordonnée est indispensable. Ce qui n'est pas le cas actuellement. » Cette absence de dialogue, constate M. Charasse, conduit à un gaspillage d'argent, faute d'une évidente et nécessaire coordination. « Le ministre pense donc que « le moment est venu d'établir un bilan et d'opérer un reclassement des compétences entre les départements et les régions ». « Cela, conclut-il, est peut-être plus urgent que de se lancer dans un nouveau découpage électoral. »

J.-P. R.

(Suite de la première page.)

Ce schéma idéal est pourtant menacé de n'être qu'un château de cartes si le chef de l'État tarde à clarifier son attitude à l'égard des « affaires » (financières celles-là), sa conception de la récomposition du paysage politique ainsi que sa relation avec les Français. Dans ces trois domaines, en effet, la cote d'alerte est atteinte.

Les « affaires » Pechiney et Société générale ont ceci d'embarrassant pour le président qu'elles le prennent à contrepied. Lui qui déteste l'argent (sa possession, mais point, comme tout un chacun, son usage), le voilà sans doute privé, par la faute d'un ami proche, du ton emphatique et lyrique qu'il avait coutume d'employer pour en parler. A son tour, il devra, comme l'a suggéré Jacques Delors à l'adresse des socialistes, adapter son discours à une période qui est celle de « l'apprentissage », par le pays, et par la gauche qui le gouverne, du « capitalisme financier ». Il lui faut surtout faire face à une situation rigoureusement inverse de celle qui prévalait il y a un an : à l'approche de sa propre campagne présidentielle, il dénonçait, à la faveur des privatisations à la mode Balladur, la confusion entre le pouvoir et l'argent. C'est aujourd'hui le RPR qui lui reproche le compliment à la faveur de la tentative de « dénoyautage » de la Société générale. Il y a un an, il a fait campagne, avec M. Raymond Barre, pour restaurer « l'impartialité de l'État ». Le voilà soupçonné de partialité à travers l'utilisation, pour ce même dénoyau-

tagé, des fonds de la Caisse des dépôts.

Il n'y a certes pas péril en la demeure. Mais le président court le risque de perdre certains des siens en cours de route. Le PCF l'a fort bien compris, qui appuie de toutes ses forces là où ça fait mal, et Georges Marchais assure, goguenard, que le rapport de la COB ouvre des pistes : traduisez qu'il ouvre à son parti de belles perspectives. L'actrice Isabelle Huppert, qui était dimanche soir l'invitée de « 7 sur 7 », a justifié son vote Mitterrand du 8 mai 1988 par l'appartenance à une « communauté culturelle ». La polémique sur l'argent et le pouvoir risque précisément de briser celle-ci, et de démobiler l'électorat du PS. Il s'agit moins, d'ailleurs, d'un risque immédiat — comme le montre la victoire de Bernard Tapie à Marseille — que d'un danger d'ébranlement en profondeur et à moyen terme. La victoire elle-même, dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, nous ramène en effet à l'argent. Bernard Tapie, dans un entretien au *Monde* du 5 juillet 1983, n'affirmait-il pas, il y a longtemps il est vrai : « Quand nous sommes sur une affaire, nous n'avons plus aucune éthique ! C'est une véritable chasse à mort... »

Pour retrouver les chemins de l'éthique, et plus prosaïquement pour éviter que la « communauté culturelle » de la gauche ne se disperse, le pouvoir a choisi la contre-attaque et le recours à l'idéologie, au risque, comme l'a souligné Jacques Delors, de « revenir aux vieilles querelles ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le président est essoufflé et désenchanté » déclare l'ancien ministre de l'intérieur

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, du Sénat et ancien ministre de l'intérieur, invité le 5 février du « Grand-Jury RTL-le Monde », a tout d'abord affirmé que le gouvernement Chirac n'avait « pas demandé » au président de la République de gracier Anis Naccache ajoutant : « Nous n'avons jamais pris aucun engagement ni concernant M. Abdallah ni encore moins concernant M. Naccache ».

A propos de la Légion d'honneur de M. Traboulsi il explique : « Je crois que M. Traboulsi a rendu des services importants au gouvernement de 1981 à 1986. Je pense que, si M. Traboulsi l'avait pu, il aurait naturellement rendu d'autres services, mais les choses s'arrêtent là. Moi, je n'ai pas eu à proposer M. Traboulsi dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il a été décoré. Cette proposition émane de l'origine de la présidence de la République et la décision a été prise par le ministre des affaires étrangères. J'ai été consulté pour savoir s'il y avait des motifs de s'opposer à cette décoration. J'ai répondu qu'il n'y en avait pas. »

A propos des « affaires », M. Pasqua estime que la Caisse des dépôts « avait participé à une entreprise de renationalisation déguisée, mais surtout qu'elle était largement sortie de son rôle ». Il assure que la commission sénatoriale de contrôle fera apparaître « la nécessité de procéder à une modification du rôle de la Caisse des dépôts par la loi ». L'ancien ministre ajoute : « Je ne ménage pas M. Mitterrand dans le combat politique et je n'ai pas l'intention de le ménager. Je pense notamment à son incapacité actuelle à impulser l'action gouvernementale, ce qui fait que nous avons l'impression que ce nouveau septennat commence comme une fin de règne. Pour que les institutions fonctionnent, pour que la République marche, pour que la France soit entraînée, il faut que l'impulsion vienne du sommet. Or, manifestement, M. Mitterrand considère qu'il a atteint son but suprême. Il a été réélu, et il est alors un peu essoufflé et désenchanté. »

L'ancien ministre ajoute : « Dans ce genre d'affaires, je ne crois pas que le ministre de l'intérieur, quel qu'il soit, puisse ne pas intervenir immédiatement alors que le président de la République est concerné. De plus, tous les soirs le ministre de l'intérieur fait remettre au président de la République un dossier dans lequel figurent les notes des renseignements généraux.

J'imagine mal que, dans celui qui a été remis au président de la République, ces notes n'aient pas figuré, ou alors les renseignements généraux n'auraient pas fait leur métier, ou alors le ministre de l'intérieur les auraient retirés au passage, ce qui me paraît hautement improbable. »

Évoquant le projet socialiste de réduction des régions, M. Pasqua déclare : « Je crois que les régions et l'Europe n'ont strictement rien à voir. [En réalité], les socialistes poursuivent toujours le même but : lorsqu'ils n'obtiennent pas le pouvoir par le suffrage universel, ils essaient de l'obtenir par la combine. Nous détenons vingt présidences de région sur vingt-deux. Qui peut imaginer une seule minute que si le parti socialiste détenait vingt régions, Mauroy proposerait qu'on les ramène à dix ? Il n'y a qu'à voir ce qu'ils font à Lille avec la région et à quoi elle sert ! Elle sert notamment à payer des milliers de fonctionnaires pour faire la propagande du parti socialiste. »

En conclusion, M. Pasqua assure : « Les socialistes ont pu mesurer maintenant eux-mêmes la vanité de cette soi-disant ouverture et ils n'y croient plus. Par ailleurs, le président de la République souhaite davantage passer à la postérité sous les traits de l'héritier de Jean-Jaurès que sous ceux de Guy Mollet. Il sera donc conduit à orienter davantage à gauche l'action et la politique du gouvernement. »



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (Paris 16^e), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accredités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

Les Pr...



...des de p...
...ander mar...
...sur le no...
...le meilleur...
...facilement...
...de se contrôler...
...des...
...des...

A Tous Les Professionnels Qui Vous Facilitent Les Voyages...



Bravo!

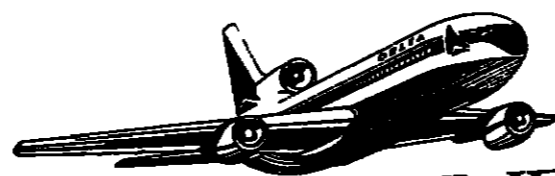
Lorsque vous décidez de partir en voyage, personne ne peut vous aider mieux que votre Agent de Voyage. D'un billet sur le vol le plus pratique à une réservation dans le meilleur hôtel, il s'occupe de tout pour vous.

Ses compétences facilitent le voyage de chacun. Et ses conseils ne se contentent pas d'être gratuits ; ils n'ont pas de prix.

Chez Delta Air Lines, nous pensons qu'il est

temps de remercier les Agents de Voyage pour tout ce qu'ils font. C'est la raison pour laquelle nous célébrons du 6 au 10 février, la semaine des remerciements aux Agents de Voyage.

Alors, joignez-vous à nous pour cette fête. Et profitez de l'occasion pour remercier votre Agent de Voyage de ses précieux conseils qui vous rendent le voyage plus facile.



DELTA AIR LINES
We Love To Fly And It Shows.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

La relance de la crise pénitentiaire

Le jusqu'au-boutisme contre la raison

Il y a quatre mois, l'image des surveillants de prison bloquant les entrées et les sorties des établissements pénitentiaires était insolite. Elle est aujourd'hui revenue ce lundi 6 février au petit matin un peu partout en France — et plus devant les « grosses prisons » que devant les « petites ». Les surveillants en colère ont repris leur mouvement qui, désormais, a des allures de dangereuse fuite en avant.

Rien n'y a fait. La mission Bonnemaison, quelles qu'aient été la bonne volonté, l'intelligence, l'imaginaire de ceux qui l'ont conduite, débouche sur une nouvelle crise. Avant même que le rapport du médiateur soit connu, certaines organisations syndicales amorcent la reprise du mouvement. Dès que les « cent propositions » de M. Bonnemaison ont été rendues publiques, les autres les rejoignent : ce sont, aujourd'hui, les représentants de 70 % des personnels pénitentiaires qui appellent à la révolte. L'entrevue de la dernière chance organisée le dimanche 5 février à l'Assemblée nationale — par M. Gilbert Bonnemaison s'est soldée par un échec.

A peine le médiateur avait-il eu le temps de souhaiter la bienvenue à la trentaine de syndicalistes qui avaient répondu à son invitation que les plus déterminés d'entre eux — l'UFAP, la SPI et le SNIPP — quittent la salle en laissant une lettre incendiaire : « L'ex-médiateur que vous étiez, récemment promu profes-

seur, aurait-il la prétention d'enseigner aux organisations syndicales la bonne lecture et l'analyse de vos propositions ? (...) Vous avez brillamment réussi votre passage à l'administration pénitentiaire sur le chapitre des doléances de la population pénale. Par contre, vous avez lamentablement échoué sur celui des revendications [des personnels].

Accusant le médiateur de vouloir transformer les prisons en « bonnes maisons closes », sous prétexte qu'il aborde la question des parloirs sexuels, les syndicats exigent le retrait immédiat de ces « cent propositions ». Les autres, dans une ambiance plus courtoise, ont accepté de dialoguer plusieurs heures durant avec M. Bonnemaison. Mais l'explication de texte n'a pas porté ses fruits. Il est, en l'état actuel des finances publiques et devant le problème national des régimes de retraites impossible d'accorder le 1/5^e réclamé par les pénitentiaires, a plaidé M. Bonnemaison. Quant à la suppression de sept des vingt-cinq établissements neufs prévus par le plan Chalon, elle permettrait de répartir les crédits d'améliorer durablement les conditions de vie des surveillants, et de leur donner une formation digne de ce nom.

M. Bonnemaison a aussi tenté de dissiper les fantasmes : sur la présence de l'avocat au pénitencier, les « chambres d'amour ». En vain. Il

n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Indifférent au fait qu'ils ne seront plus compris de personnes — pas plus des pouvoirs publics, qui en décident de mettre en place une mission ambitieuse, en ayant l'intelligence de la confier à M. Bonnemaison, ont montré qu'ils souhaitaient aller au fond des choses, que de l'opinion qui ne pourra que s'interroger devant un tel jusqu'au-boutisme, les syndicats ont été intraitables. Ils ont donc maintenu leur mot d'ordre d'une grève qui ne veut pas dire son nom. Dès lundi 6 février à 7 heures, les personnels étaient appelés à reprendre le mouvement interrompu le 8 octobre dernier après la signature d'un protocole d'accord avec le médiateur. Blocage des écrous, des extraditions, des parloirs avec les avocats, des transferts (sauf urgence médicale), blocage en fait très court terme de la machine judiciaire pénale à qui fera vite défaut ce partenaire obligé que sont les prisons.

Comment le mouvement sera-t-il suivi ? Il était lundi 6 février, en fin de matinée, encore difficile de le dire. Mais, selon les organisations syndicales, un peu partout en France des signes inquiétants de reprise de l'agitation pouvaient être perçus. Contraints par un choix stratégique discuté à la faire de la surenchère, les organisations syndicales cette fois tentent de se mettre au diapason d'une base, faite de jeunes surveillants, qui semble prête à en découdre. Que les directeurs d'établissement, les personnels administratifs, les infirmiers ou les socio-éducateurs dans leur ensemble soient en accord avec le plan Bonnemaison ne modère pas leurs ardeurs. La seule question qui reste en suspens est de savoir s'ils fléchiront devant les menaces très claires de leur administration et de leur ministre. Dépassé à l'autonomie, le pouvoir a choisi cette fois la plus extrême fermeté (voir les consignes de la chancellerie). Il n'est plus question de « bricoler » des maisons d'arrêt provisoires pour remplacer les prisons défilantes. Les gendarmes, mais surtout les policiers avaient déjà clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts pour jouer les gardiens de prison.

Amertume
L'exception d'une telle situation — à la légalité discutée — ne peut devenir la règle. Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, l'a dit sans ambages sur Antenne 2, dimanche soir : « La grève n'existe pas dans l'administration pénitentiaire, le statut spécial l'exclut (...) Une prison doit fonctionner, les juridictions doivent fonctionner (...) quel que groupe que ce soit qui bloque une prison, c'est inacceptable (...) Les gardiens, qui sont des person-

nels de justice, sont là pour faire respecter la loi ». Il serait « désastreux » pour l'image du personnel pénitentiaire « que l'on soit obligé de faire appel aux forces de l'ordre ».

M. Dintilhac, magistrat, n'a rien à voir avec son prédécesseur, M. François Bonnel, qui était préfet de police. Il connaît les prisons à merveille et a la confiance de leurs directeurs, mais aussi de son ministre. C'est un homme de terrain. Il n'est pas indifférent qu'il se soit rendu dès lundi matin 6 février à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, ce qu'aucun responsable de l'administration pénitentiaire n'avait fait lors de la précédente crise. On sait déjà que si — comme c'est prévisible — des sanctions devaient être prononcées contre des surveillants, grévistes sans le dire, et si, par solidarité, leurs collègues devaient « déposer les clés » et quitter les détentions comme ils ont menacé de le faire par le passé, ils seraient immédiatement remplacés par les forces de l'ordre. Ces menaces semblaient commencer à porter leurs fruits, et l'annonce de sanctions — des suspensions pour le moment — prononcées le 6 février au matin semblaient conduire les surveillants à la prudence.

Alors que tout avait été fait pour sortir les pénitentiaires « oubliares », comme l'écrivait Gilbert Bonnemaison, la crise qui s'annonce paraît plus grave encore que la précédente. « Le personnel ne devrait jamais accepter d'être représenté par des hystériques », dit-il aujourd'hui sans cacher une certaine amertume. Que deviendra en effet son plan si la fièvre gagne dans les prisons ? Fondées essentiellement sur la concertation, les mesures qu'il préconise seraient bien sûr nulles et non avenues. On aura ainsi formellement raté une chance sans précédent.

Les pénitentiaires auront bien du mal à remonter la pente et à dissiper leur image de gens bloqués, butés, arc-boutés sur les revendications corporatistes, indifférents aux autres. C'était pourtant l'un de leurs espoirs les plus affichés : accéder à la dignité, à la reconnaissance. Le chemin qu'ils prennent n'y conduit guère. Déjà peu — en plus — avec des secousses ne pourra que s'irriter de ce jusqu'au-boutisme aux relents politiques qui n'a, pour le moment, que le soutien du Front national.

Le ministre, qui jusqu'ici avait sans grand enthousiasme « laissé faire » M. Bonnemaison, va être à son tour contraint à l'engagement. Les consignes très strictes — signées de sa main — qu'il vient de transmettre aux préfets et aux procureurs sont un avertissement que les gardiens de prison gagneraient à entendre.

AGATHE LOGEART.

Passagers en situation irrégulière

L'absurde situation d'un chauffeur de taxi de Tourcoing

Les chauffeurs de taxi de Tourcoing (Nord) sont de mauvaise humeur. L'un des leurs, M. Louis Du Costa, a été inculpé dimanche 5 février d'*aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière* pour avoir chargé à bord de son véhicule, le 29 janvier dernier, quatre ressortissants sénégalais qui avaient franchi la frontière franco-belge sans papiers.

Pour protester contre cette mesure judiciaire qu'ils estiment injuste et absurde à la fois, la moitié des collègues du chauffeur de taxi inculpé ont fait savoir, que, désormais, en attendant l'arbitrage qu'ils ont demandé au préfet du département, ils refuseraient de transporter les clients de race noire qui solliciteraient leurs services. Ils ont aussi occupé quelques heures le poste de douane de Lille-Gand, le contrôle qui entraîne l'inculpation.

A Grenoble
Une fillette victime d'un vigile

Daniel Barbier, quarante-six ans, vigile dans une grande surface de Grenoble, a été écroué, dimanche 5 février, à la maison d'arrêt de Voreux (Isère).

Vendredi après-midi, Daniel Barbier, employé d'une société de gardiennage, avait interpellé une fillette de douze ans à la sortie du supermarché, alors qu'il l'indiquait aux enquêteurs, qu'elle venait de dissimuler un paquet de bonbons dans ses vêtements. Il lui aurait

alors promis de lui épargner toute sanction si elle acceptait de se rendre chez lui, à Saint-Martin-d'Hères, où il se serait livré sur elle à des attouchements.

La fillette, en partie dévêtue, avait réussi à s'enfuir du domicile de Daniel Barbier, qui, aussitôt interpellé, aurait reconnu s'être livré à des attentats à la pudeur sur d'autres enfants dans les mêmes circonstances.

L'enquête sur les huissiers de Lyon

Saisie à FR 3 d'une interview du préfet délégué pour la police

Sur commission rogatoire de M. Jacques Hamy, juge d'instruction à Lyon, chargé de l'enquête sur l'activité de trois huissiers inculpés de vol, destruction d'indices et faux en écritures, le service régional de la police judiciaire a saisi, samedi 4 décembre, dans les locaux de FR 3-Lyon, une copie d'une interview de M. Georges Bastelica, préfet délégué pour la police, diffusée la veille par la station régionale dans son journal de 19 h 30. M. Jean-Pierre Bennechet, rédacteur en chef de la station, a accepté de laisser copier uniquement les enregistrements diffusés.

Au cours de cette interview, le préfet, répondant aux questions d'un journaliste de FR 3 à l'issue d'une conférence de presse (*Le Monde* daté 5-6 février), réaffirmait sa confiance envers M. Roland Prat, commissaire principal de police du

premier arrondissement de Lyon, entendu jeudi par le juge d'instruction.

Le préfet délégué pour la police confirmait aussi, au cours de cette interview, la présence, dans les locaux de la sûreté urbaine, d'un scanner ne provenant pas des services de l'administration. Ce scanner avait été « prêt », selon lui, aux policiers plusieurs mois auparavant par l'employeur du serrurier incriminé avec les trois huissiers. Le préfet indiquait, comme il l'avait fait au cours de sa conférence de presse, le fait que l'origine délicate du scanner n'avait pas été établie.

Interrogé par le quotidien *Lyon-Matin*, sur la saisie à FR 3, M. Bastelica s'est borné à indiquer : « Le juge Hamy a opéré dans le cadre de ses attributions. Il a fait ce qu'il a cru devoir faire ».

DÉFENSE

La France discute avec la Malaisie de la vente de douze Mirage-2000

La Malaisie discute de l'éventualité d'acheter douze avions de combat Mirage-2000 à la France pour un montant de l'ordre de 2,5 milliards de francs, qui serait partiellement ou totalement compensé par des exportations de certains produits de la Malaisie en direction de la France. Des pilotes des forces aériennes de la Malaisie ont déjà eu l'occasion d'évaluer l'avion français en Inde, lors d'une présentation à ce pays du Mirage-2000.

Cette discussion est indépendante d'une autre négociation entre la Malaisie et la Grande-Bretagne pour l'achat éventuel de huit avions Tornado conçus en coopération par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne fédérale. La Malaisie s'adresse à la version du Tornado spécialisée dans la pénétration à basse altitude. Pour l'instant, les discussions entre Londres et Kuala Lumpur n'ont pas abouti.

Avec la France, les pourparlers portent sur la version « défense

aérienne et supérieure » du Mirage-2000, baptisée « multirôles » à l'exportation et déjà en service dans l'armée de l'air française sous l'appellation Mirage-2000 DA (pour défense aérienne).

Face à l'offre française, les Américains proposent le F-16 et le F-18, et les constructeurs européens du Tornado présentent la version « air défense », différente de celle destinée à la pénétration.

Un avion de chasse s'écrase au large de la Corse. — Un avion de chasse français de type Crusader, qui participait à des manœuvres avec le porte-avions *Clemenceau*, s'est écrasé, samedi 4 février, à 120 miles au large des côtes de la Corse du Sud. Des recherches ont aussitôt été entreprises par le *Clemenceau* et la corvette *Georges Leygues*. Le pilote, le lieutenant de vaisseau Patrick Kamara, vingt-neuf ans, marié et père de trois enfants, est porté disparu. Une enquête est en cours pour tenter de déterminer les causes de l'accident.

SOLIDARITÉ

A l'initiative de SOS-Racisme

La première Maison des potes a été inaugurée en Provence

TOULON
de notre correspondant

La première Maison des potes de France vient d'être inaugurée au Lac (Var), par M. Harlem Désir, président national de SOS-Racisme, implantée dans un local H.L.M. de 120 mètres carrés, cette structure, animée par des bénévoles, vise à « créer des relais entre l'administration et le secteur social, sans se substituer aux associations et services existants. Parfois un peu de solidarité, de présence et d'écoute suffisent », disent les promoteurs. D'où la volonté de laisser les portes ouvertes aussi longtemps et tard que possible et de créer des ateliers, des

permanences (fiscale ou juridique), des ateliers (celui destiné à la réparation automobile est en cours) et un soutien scolaire avec les amicales de localités. « Nous ressemblons un peu aux anciennes Bourses du travail », explique Gérard Keff, président varois de SOS-Racisme.

Cette inauguration s'inscrit dans un projet national en cours, devant permettre l'ouverture prochaine d'autres Maisons des potes à Saint-Quentin, Saint-Denis et Grenoble, grâce à un partenariat entre SOS-Racisme, la Fondation de France et la délégation interministérielle à la ville pour les trois ans à venir.

J. L.

POINT DE VUE

L'enjeu d'une réforme

par Jean-Pierre Gualazzi
Secrétaire général
de la Fédération nationale
autonome des fonctionnaires.

En avant-garde du « grand chantier de la rénovation du service public », trois dossiers sont exemplaires :

Le premier, celui de la revalorisation de la profession des infirmières est exemplaire en négatif, comme l'accumulation de tout ce qu'il ne faut pas faire.

Le second, celui de la revalorisation de la profession enseignante, paraît enfin pouvoir sortir de l'ornière, après avoir servi de récapitulatif à toutes les luttes du pouvoir, intra-gouvernementales comme intra-syndicales.

Le troisième, celui de la question pénitentiaire, est exceptionnel, en ce sens qu'il constitue la synthèse de toutes les attentes imaginables à partir d'un constat écorçant : vétusté et surpopulation des établissements ; manque de reconnaissance du rôle social des personnels, comme de l'appareil pénitentiaire ; extrême politisation du débat, ballotté entre la tentation hyperdisciplinaire et le prétendu laxisme, exacerbation des corporatismes, etc.

Faute d'avoir satisfait aux revendications avant qu'elles ne s'expriment, formule qui reste la meilleure et, quoi qu'on en dise, l'une des moins coûteuses, la méthode adoptée à chaud par le gouvernement pour traiter un tel dossier nous a paru parfaitement convenable et même susceptible de devenir l'outil méthodologique de référence.

● **Première étape** : trouver les conditions d'une trêve dans un conflit dur par la signature d'un protocole d'accord en recourant aux services d'un médiateur reconnu de tous.

● **Deuxième étape** : se donner un délai suffisamment long mais pas trop, pour procéder à un état des lieux complet et déterminer un panel de solutions souhaitables, dans une approche sociétale de la question, et par le moyen de la plus large consultation. Le médiateur était tout naturellement désigné pour conduire cette tâche.

● **Troisième étape** : la décision politique prenant en compte les paramètres habituels (considérations économiques, rapport de forces) mais s'appuyant, pour une fois, sur une préparation approfondie.

Et voici que, le rapport Bonnemaison à peine déposé, les passions surgissent. Certes, il y a une déception : celle portant sur le devenir de la revendication de la « bonification un cinquième », mais si la méthode risque de faire long feu, ce n'est pas tant par le fait d'un vice de fond que par l'accumulation des vices de forme qui échappent au rapporteur.

L'enjeu, considérable pour les personnes comme pour la nation, mérite que chacun, où qu'il soit, privilégie d'abord l'intérêt du public.

Il faut espérer qu'il n'est pas trop tard pour revenir à la double vocation de ce dossier : une chance historique pour l'administration pénitentiaire, une référence pour l'indispensable rénovation de l'ensemble du service public sur laquelle, rappelons-le, Michel Rocard a nettement indiqué qu'il s'engagerait personnellement.

PIERRE ARPAILLANCE.

CINÉMA

La mort d'André Cayatte Un cinéaste justicier

Le cinéaste André Cayatte est mort dans la nuit du 5 au 6 février à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Même en couleurs, il aura toujours filmé en noir et blanc. André Cayatte savait où étaient le bien et le mal. Pour lui, le bien était du côté des bons, des justes, des honnêtes. Dans les deux camps, du reste, on lui en voulait durablement, et si ce justicier de la caméra eut l'audace de s'attaquer à de grands sujets, il eut aussi à essuyer de longs procès et bien des sarcasmes. Un crois de la vérité, prêt à rira, comme Don Quichotte, surtout lorsqu'il ouvrait volontiers à la hache. Cayatte n'était pas un pastiche.

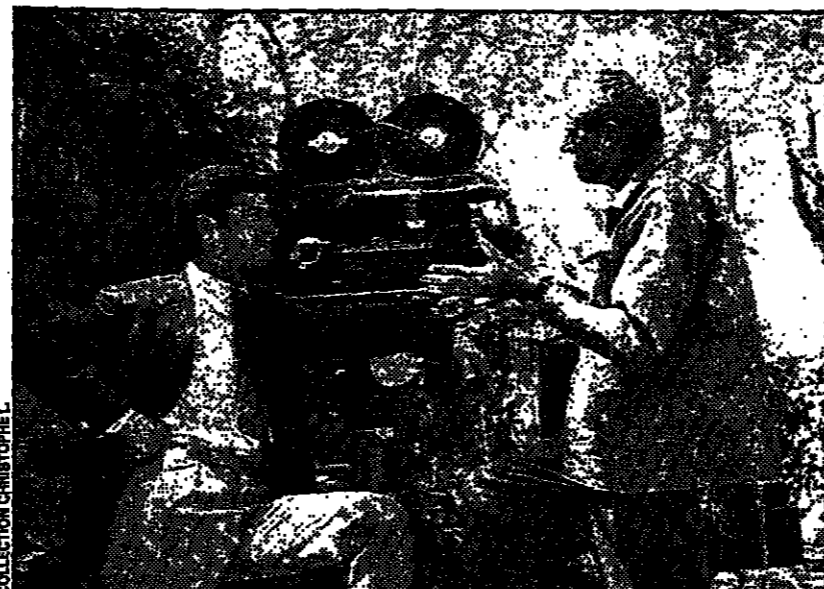
Né à Carcassonne le 3 février 1909, André Cayatte couvrit les études de lettres et de droit. Licencié en lettres, docteur en droit, il se tourna d'abord vers le barreau, qu'il quitta ensuite pour les dossiers du journalisme et de l'édition. Il publia plusieurs romans : *Arabian*, *Un dur*, *Un Monstre*, *Les Peaux des autres*, *Le Traquenard*, *Les Marchands d'ombres*, sans trouver encore l'instrument de son propos le plus cher. C'est en collaborant avec Marc Allégret à l'écriture d'*Entrée des artistes* et avec Jean Grémillon pour *Remorques* qu'il débute au cinéma.

Si l'on doit isoler de la quinzaine de longs métrages qu'il réalisa les *Amants de Vézère*, qui portent la marque de Jacques Prévert, l'inimitable, l'ensemble de son œuvre est un long plaidoyer pour une justice plus humaine, moins aveuglément soumise aux règles et aux rites qui la rendent parfois impitoyable sinon inepte. Le projet était des plus nobles, et comme toujours c'est là que le bât blesse, car il fallait à son service un plus grand art que celui dévolu à l'ancien juriste. *Justice est faite* avec Monod en 1952 est sans doute son film le mieux maîtrisé. Nous sommes tous des assassins est peut-être le plus célèbre. Aucune des circonstances qui alimentent les grandes causes

n'échappa à Cayatte, du rapt d'enfant aux difficultés de la vie conjugale en passant par l'esprit de légitime défense et les affres de l'amour interdit. L'affaire Gabrielle Russier lui inspira *Mourir d'aimer*, les spéculations immobilières de Puteaux lui donnèrent

bien du fil à retordre avec diverses formes de censure avant d'aboutir à *Il n'y a pas de fumée sans feu*. Un sens aigu des torts à redresser joint à l'humour des entraves qu'il rencontra normalement dans son dessin le conduisit à des jugements tranchés que l'on qualifie parfois de simplistes, mélodramatiques.

plistes, moralisateurs, manichéens. Cayatte n'aima pas les critiques de cinéma. Peut-on l'en blâmer ? Le public comme la profession salueront en lui sinon l'artiste au registre trop simple du moins le véritable homme de courage. MICHEL BRAUDEAU.



André Cayatte dirigeant Jean-Claude Brialy dans « Le Glaive » et « La Balance » en 1963.

De Balzac au film à thèse

Avant d'être réalisateur, André Cayatte avait travaillé comme scénariste : sur *Entrée des artistes*, de Marc Allégret, et sur *Remorques*, de Jean Grémillon en particulier. Sa carrière derrière les caméras commença pendant l'Occupation, période pendant laquelle il travailla pour la Continental (studio français sous contrôle allemand). Il filme alors *La Fausse Maîtresse*, avec Danielle Darrieux, d'après Balzac (1942), *Au bonheur des dames*, d'après Zola, et *Pierre et Jean*, d'après Maupassant (1943).

Il aborde ensuite le genre mélodramatique : *Roger la Honte* et la *Revanche de Roger la Honte* (1945-1946), tourne deux films avec Tino Rossi (*Sérénade aux nuages*, *Le Chantier inconnu*). De la même époque datent *Les Amants de Vézère*, sur un scénario de Jacques Prévert (1948). Suivis de *Justice est faite* (1950), par *Nous sommes tous des assassins* (1952), *Avant le déluge* (1953), *Elle pour lui* (1956), *Le Meurtre à deux faces* (1958), *Le Passage du Rhin* (1960), *Le Glaive et la Balance* (1963), *Piège pour Cendrillon* (1965), *Les Risques du métier* (1967), *Les Chemins de Katmandou* (1969).

Après *Mourir d'aimer* (1971), il tourne en particulier *Il n'y a pas de fumée sans feu* (1972), *Verdict* (1974), *A chacun son enfer* (1977), *La Raison d'Etat* (1978), *L'Amour en question* (1978).

Depuis le début des années 80, André Cayatte n'avait plus tourné que pour la télévision, à l'intention des « Dossiers de l'écran », et toujours sur des sujets politico-sociologiques : *La Fraude* (1980), *Les Amants du diable* (1981), *Des yeux pour pleurer* (1982) ; enfin, sur l'Algérie, *Retour à Cherchell* (1982).

« Eat the Rich », de Peter Richardson

Le festin des pauvres

Quand les pauvres bouffent du riche la nourriture devient monotone et le repas indigeste.

Quand les Anglais se dégagent de leur stigmatisation pudique et laissent le champ libre à leur science du burlesque, rien ne les arrête et surtout pas les barrières du « bon goût ». Leur force, c'est la trivialité, plus un respect qui fait du bien. C'est à croire que de l'autre côté de la Manche, on peut exercer publiquement son esprit de satire sans subir d'interdictions ni d'indignations d'associations ou de particuliers choqués. Les Monty Python avaient porté à cet art traditionnel du burlesque et de l'irrespect à des sommets que malheureusement ceux qui suivent n'atteignent pas.

Eat the Rich, de Peter Richardson appartient à la même veine et aurait pu être vraiment drôle — avec toutes les ambiguïtés du genre. Les cibles sont le flic qui engage le Londres thatchérien, les nouveaux riches et les anciens, l'opinioniste de certains politiciens, la vulgarité des autres, la famille royale bien entendu, les terroristes, les snobs et les petits-bourgeois, les fonctionnaires sadiques de l'ANPE de l'abais, etc.

L'intrigue est menée d'un côté par un mulâtre, folle perdue, serveur dans un restaurant branché appelé Bastards, dont il se fait éjecter pour excès d'insolence. De l'autre côté par un démagogue d'extrême droite, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, une brute raciste accompagné d'une épouse ambitieuse, blond platine, obèse au point que, comparé à elle,

le regrette Divine ressemblait à Jane Birkin. Tandis que le policier s'enivre à la bière, raciste le barman, règle à sa manière le conflit israélo-palestinien, drague la reine, engrosse une jeune personne de petite vertu, le mulâtre recrute un clochard athlétique, un paysan baba attaché, la jeune personne de petite vertu. Tel Robin Hood, il arme sa bande d'arcs et de flèches pour rétablir la justice. En fait, il reprend le restaurant d'où il a été chassé, et l'approvisionnement de chair humaine.

Le film est construit en suite de sketches comme s'il était adapté d'une mini-série. Le problème n'est pas là. L'ennui est que les scénaristes n'ont pas su développer leurs quelques bonnes idées. Elles s'éteignent et se répètent sur un rythme languissant et après avoir été mis en appétit, on sort de là déçu, frustré. COLETTE GODARD.

Le très « Grand Bleu »

Le troisième film de Luc Besson, présenté après trente-six semaines d'exploitation commerciale, dans une version longue de trois heures, retrouve les sommets du box-office.

Présenté dans deux salles parisiennes, il a totalisé plus de 27 000 entrées durant la semaine du 18 au 24 janvier et pris la dixième place au box-office. A l'affiche dans treize villes de province, il est en tête des entrées à Bordeaux, Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Nantes, Nice, Rouen et Toulouse et réunit ainsi 85 000 nouveaux spectateurs en sept jours. Le *Grand Bleu* devrait dès cette semaine voler la seconde place en nombre d'entrées à la cote officielle du Film français au film *Roger Rabbit* qui le précède actuellement de 23 000 entrées avec 144 100 spectateurs à Paris.

Festival de Clermont-Ferrand

Longue vie au court-métrage

Le jury du onzième Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand, qui s'est achevé samedi, a récompensé deux réalisateurs : François Dupeyron (*L'autre de Drôle d'endroit pour une rencontre*) avec *Lamento* et Patrick Bouchitey avec *Lame froide*, en décernant à l'un et à l'autre le Grand Prix. Autre réalisateur remarqué : Alain Tasma, qui a reçu le Prix du public pour sa première œuvre, *Jour de vacances*.

Soixante-seize films français en compétition, la participation remarquable de l'Office national du film du Canada, qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire et présentait vingt et un films, un panorama complet australien avec la projection de vingt-neuf films : la onzième édition du Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand, qui s'est tenue du 28 janvier au 4 février, a acquis ses lettres de noblesse. Lancé très modestement il y a onze ans par un petit groupe de cinéastes clermontois constitué en association Sauve-qui-peut le court-métrage, ce Festival, désormais reconnu, reçoit une aide conséquente de la ville, du conseil général du Puy-de-Dôme. A cela il faut ajouter la participation du centre national de la cinématographie, de la direction régionale des affaires culturelles, du ministère de l'Éducation nationale, sans compter, depuis cette année, celle des FTT. Des entreprises locales apportent égale-

ment leur contribution. L'an dernier, le budget global mis en œuvre était de 2 500 000 F, l'autofinancement représentant 25 % de cette somme.

Le réalisateur Claude Miller (*Marielle Randonne*, *L'Effronterie*, *la Petite Voleuse*), qui a refusé la présidence du jury — « Je ne suis qu'un juré parmi les autres » — définit le court-métrage comme « un genre à part entière ».

Le court-métrage, selon lui, tout en servant de banc d'essai à de jeunes cinéastes (ce fut son cas : *Juliet dans Paris*, 1967 ; *La Question d'Ordre*, 1969 ; *Camille ou la Comédie catastrophique*, 1971, méritait une attention toute particulière car le réalisateur est plus libre dans son expression.

Il conteste également l'idée selon laquelle le court-métrage s'adresse uniquement à des spécialistes et regrette que les directeurs de salles ne respectent pas la loi qui les oblige à projeter un court métrage avant chaque film. Reste le créneau de la télévision, dont les chaînes, pour la plupart, ont compris l'intérêt d'une telle forme d'expression. Reste aussi bien sûr un festival comme celui de Clermont-Ferrand, qui a enregistré cette année vingt-huit mille entrées : « Parce que le programme est à la hauteur de son ambition : diffusion, communication et révélations ».

JEAN-PIERRE ROUGER.

* Une nuit du court métrage est organisée par Ciné-Scopes au Kinoparadise. Le 11 février à partir de minuit. Tél. : 40-40-92-64 et 48-96-00-73.

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Récitals Piano

Stephen Bishop-Kovacevich
Beethoven, Chopin, Schumann,
6 février 20 h 30

Tamas Vasary
Beethoven, Chopin, 20 février 20 h 30

Jorge Bolet
Liszt, Schubert, 17 mars 20 h 30

Renseignements 40.28.28.00
par minitel 3615 code Châtelet

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE - BERLIN 89

Le Cinéma de Rivette n'a pas cessé d'être proche de la poésie de Gérard de Nerval, comme si il en était habité.

Dans LA BANDE DES QUATRE, il met en scène les nouvelles Filles du Feu.

Ce qui fait de Rivette l'auteur le plus inspiré du Cinéma, un de ses plus grands poètes.

GILLES DELEUZE

LA BANDE DES QUATRE

MISE EN SCÈNE JACQUES RIVETTE

LAURENCE / FÉLIX / INES / BERNADETTE / MATHALIE
COTE / DELBA / D'ALMEIDA / GIRAUD / RICHARD

LAURENCE BAYARD / INES DELBA / CAROLINE BASSER / BERNADETTE GIRAUD / FLORENCE LAMAZOUZ
FRANÇOISE MUXEL / DOMINIQUE ROUSSEAU / PASCAL BACON / AGNES BOURDILLON

BULLE OGIER / BENOIT RÉGENT

DANS LE CADRE DES "ACTEURS A L'ECRAN"
INTEGRALE JACQUES RIVETTE
A L'ECRAN ET TGP DE ST DENIS
JUSQU'AU 15 FÉVRIER

CORIDA

RTL

LA CIGALE RANDY NEWMAN

MERcredi 15 FÉVRIER 1989 ★ 20H30

LOCATIONS: 3FNAC, VIRGIN MEGASTORE, CLEMENTINE, 3615-RVPM
NOUVEL ALBUM, CASSETTE ET COMPACT: LAND OF DREAMS

wea

HUMOUR
18 H 30

PARIS

MAR. 7. VEN. 10. SAM. 11 FÉV.

DIDIER GUSTIN

PROFESSION IMITATEUR
UNE REVELATION

PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

MONT-PARNASSE

FABRICE LUCHINI
triomphe dans

voyage 19H
au bout de la nuit

CELINE

PROLONGATION !
tous les mercredi
jeudi et vendredi
LOC. 43.22.77.74

مركز من الأصل

GLOBE
DE FÉVRIER
RÉVOLUTION:
MARRE DE CE
RICENTENAIRE

Le Monde ECONOMIE

« AFFAIRES » A SUIVRE

Séparer les pouvoirs

L'économie mixte apparaît
comme le lieu idéal d'un mélange
parfois malsain d'intérêts

INITIATION aux affaires : dans certaines grandes écoles et dans de nombreux centres de formation, on envisage déjà de modifier l'initiale des cours d'introduction à la vie des entreprises. « Initiés », « affaires », l'actualité a profondément dévalué ces termes. Les scandales politico-financiers qu'ils évoquent — la Société générale, Pechiney — auront d'autres conséquences, plus sérieuses, politiques mais aussi économiques.

La finance — la star des années 80 — pourrait en être l'une des victimes en France. Pour la sauver, le gouvernement plaide en faveur d'une « moralisation de la vie financière ». Au-delà, les affaires relancent le débat sur l'économie mixte, sur les rôles respectifs de l'Etat et du marché (s). Un vieux débat, certes, toujours actuel.

Une délinquance financière

Le raid sur le capital de la Société Générale — comme l'offre publique d'achat de Pechiney sur la firme américaine Triangle — soulève d'abord l'un et l'autre les problèmes liés aux marchés de l'argent, à leur fonctionnement, et à leurs dysfonctionnements. Dans les deux cas, des enquêtes sont en cours — de la Commission des opérations de Bourse pour le premier, de la justice et de la SEC (Securities and Exchange Commission) pour le second — pour déterminer s'il y a eu des délits et des manipulations de cours.

Ces affaires révèlent ainsi à l'opinion publique, s'il en était besoin, la délinquance financière. Celle-ci n'est ni nouvelle ni une spécialité française. Dans les pays — comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne — où les marchés financiers ont une plus longue tradition, elle y est aussi nettement plus développée, la lutte contre la délinquance aussi.

En France, comme ailleurs donc, le développement accéléré des marchés depuis le début des années 80 s'est accompagné d'une progression sensible du nombre des délits et infractions de toute nature. On l'a vu à l'occasion de quelques escroqueries récentes dont ont été victimes des entreprises, comme la Cogema (sur le marché à terme international de France, le Matif) ou des organismes, comme la Société des Bourses françaises.

On le voit à travers la multiplication des recherches sur d'éventuels délits d'initiés. La Commission des opérations de Bourse a, dans son « portefeuille » d'enquêtes en cours des affaires nombreuses : Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, Béghin Say, Remy et Associés, Société générale.

Le comportement irrégulier de quelques-uns doit-il conduire à condamner l'ensemble ? La modernisation des circuits de financement de l'économie française à « marche forcée » a provoqué quelques dérèglements. Ceux-ci doivent-ils mener à une remise en cause du rôle des marchés financiers ?

Le risque d'une telle remise en cause est d'autant plus grand que les « affaires » récentes ont contribué à

focaliser l'attention sur l'un des aspects encore mal acceptés par l'opinion publique française : la spéculation. Pour les théoriciens comme pour les praticiens des marchés, elle en est une dimension indispensable. En simplifiant, on peut affirmer que seule la présence de « spéculateurs » — c'est-à-dire d'agents réalisant en permanence des opérations à court terme — permet d'assurer une confrontation permanente entre l'offre et la demande, un fonctionnement régulier des marchés.

Toutefois, la spéculation reste assimilée en France à « l'argent facile » et peut conduire à une condamnation des marchés. Afin d'éviter un retour en arrière, le gouvernement va travailler à « une moralisation de la vie financière », avec notamment un renforcement des pouvoirs et des moyens de l'organisme de surveillance des marchés, la Commission des opérations de Bourse. Les « affaires » devraient être aussi l'occasion de reprendre la réflexion sur l'économie mixte. Absent de la théorie économique classique, ce concept, cher au président de la République, correspond pourtant à une incontestable réalité, celle de l'ensemble des pays capitalistes. Faute d'une parfaite distribution des rôles, l'économie mixte apparaît en fait comme un terrain très favorable aux « affaires ».

La famille Cointreau, actionnaire minoritaire de Remy Martin, accuse les membres de la famille Hériard Dubreuil, actionnaire majoritaire, de délits d'initiés. La COB soupçonne certains alliés de Georges Pébereau dans son offensive sur le capital de la Société générale d'avoir profité d'informations privilégiées pour s'enrichir aux dépens notamment de la Caisse des dépôts. Entre ces deux histoires, il y a une différence essentielle : d'un côté, il s'agit d'une bataille purement privée entre deux familles ; de l'autre, d'une opération dans laquelle l'Etat est en cause.

Le mélange des genres

Panama, la Garantie foncière, l'affaire Aranda hier, Pechiney ou la Société générale aujourd'hui : ce qui fait qu'une affaire prend des guillemets et devient un scandale « politico-financier », c'est en fait le mélange des genres, celui entre des intérêts privés et des intérêts publics. Pechiney, entreprise d'Etat, achète une société privée américaine. La décision n'est pas fondée uniquement sur des critères industriels et financiers. Son actionnaire — l'Etat — fait intervenir ses propres préoccupations. Il peut s'agir par exemple de l'intérêt national.

Le raid sur la Société générale a, de ce point de vue, été un cas d'école. Il a été l'occasion d'un extraordinaire mélange des genres. Trois motivations totalement différentes se sont retrouvées pour organiser la prise de pouvoir dans la principale banque privée française : celle de Georges Pébereau, la puissance ; celle de Pierre Bérégovoy, le « dénoyautage », et celle de quelques capitalistes. L'argent. Des capitaux privés et publics se sont ainsi mêlés dans des conditions peu transparentes.

Le ministre de l'économie n'a d'abord affirmé n'être pour rien dans cette affaire. Le marché faisait spontanément l'œuvre de « dénoyautage » qui lui était chère. En fait, la main invisible était aidée non seulement par les capitaux aidés non seulement par les capitaux d'établissements publics (la Caisse des dépôts, l'Insee...) mais également par les institutions d'Etat.

L'exceptionnelle célérité du Comité des établissements de crédit — un organisme lié à la Banque de France — lorsqu'il s'est agi de donner une autorisation à Georges Pébereau pour son raid ; l'insertion de la Commission des opérations de Bourse pendant plusieurs semaines, malgré la faible transparence des opérations menées par l'assailant ; les pressions et les marchandages de l'Etat sur certains opérateurs privés, français et étrangers ; comme dans les « affaires » du passé il y a sans doute eu, dans celle de la Société générale, un comportement partiel des institutions publiques.

Le grand danger, c'est que l'Etat, jouant de ses prérogatives et de sa puissance, n'étouffe tout fonctionnement réel du marché. Souhaitant favoriser un

mariage entre une économie de marché et des interventions de l'Etat, l'économie mixte — dont Jean-Pierre Chevènement fait un éloge remarqué dans sa dernière lettre de la République moderne — apparaît comme le lieu idéal pour ce mélange parfois malsain d'intérêts.

Il ne peut y avoir de marché si les règles ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs. A titre d'exemple, il est évident que, par son pouvoir comme du fait de son organisation, la Caisse des dépôts ne sera jamais un acteur comme les autres. Sauf à abandonner certaines de ses caractéristiques, elle ne peut pas prétendre devenir la banque d'affaires de l'Etat.

L'économie française relève incontestablement d'un modèle d'économie mixte. Quel doit être le poids respectif de l'Etat et du marché ? Le choix relève d'options politiques. En revanche, afin d'améliorer l'efficacité et la moralité de l'organisation économique française, une définition plus précise des frontières qui séparent les deux mondes devrait s'imposer à tous.

Les « affaires » récentes ont en particulier fait ressortir la nécessité de mieux définir les responsabilités de chacun, celles des entreprises publiques et celles des entreprises privées, celles des organismes de réglementation et celles des organismes de contrôle, celles des gendarmes et celles des juges. Comme dans le domaine politique, un Montesquieu contemporain devrait appeler à une séparation des pouvoirs, en économie aussi.

ERIK IZRAELWICZ

Paradis financiers



© ZONES FRANCHES ET PARADIS FISCAUX. FAYARD-RECLUS, 1988

par ROGER BRUNET (*)

ANGUILLA n'a pas sept mille habitants et se cache dans les Caraïbes. Le Liechtenstein en a vingt-six mille et se trouve au bout des banques suisses. Les spéculateurs des actions Triangle ont su les dénicher et s'en servir, parce qu'ils sont de commodités « paradis fiscaux ».

L'expression est un peu trompeuse : elle évoque surtout ces lieux de luxe où les vedettes affichent leur adresse à échapper au sort commun de leurs concitoyens. Il y a bien plus, et pour des sommes autrement considérables : ce sont les paradis pour firmes. Leur vertu ne réside pas seulement dans la modicité des taxes, mais aussi dans la discrétion des transactions, la bienveillance des règlements et l'attrait des dérogations.

Il vaudrait mieux les nommer « paradis financiers ». Ce sont des havres (haven en anglais), des refuges où l'on traite des affaires à l'abri, et de loin. En ce sens, ils appartiennent à la grande famille des lieux dits « francs » parce qu'ils sont hors de la loi commune. Dans les paradis financiers on manipule des capitaux ; dans les zones franches commerciales ce sont des marchandises. Dans les zones franches industrielles, on manipule aussi, et en plus, la législation du travail et l'on « crée des emplois », pour un temps, en exploitant la dérogation.

Plus encore que les zones franches, les paradis financiers sont associés à des isolats : îles, micro-Etats, et les deux souvent confondus. Le phénomène est ancien : les rivages méditerranéens et de l'Europe occidentale en ont usé dès le Moyen Âge. Il s'est affirmé avec la généralisation du système des Etats, pour échapper à la loi normale.

Aussi les paradis des paradis sont-ils les grands isthmes du monde, ces espaces de transaction, ces grandes synapses qui relient continents et océans : les Caraïbes, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est, Hongkong et Macao furent célèbres, ils ont essaimé jusque dans le Pacifique. Les guerres n'ont pas effacé le rôle du Liban, de Chypre et d'autres. Des Antilles ne vivent que de cette fonction, et rares sont celles qui lui échappent.

Mais on en trouve également à la périphérie même des grandes puissances, soigneusement établis et préservés à leurs frontières : le maintien de micro-Etats et d'enclaves en Europe n'a guère d'autre sens. Le Liechtenstein et même le Luxembourg, également apparus dans l'affaire Triangle, l'Andorre et le Monaco ; de plus en plus, les îles Anglo-Normandes et surtout l'île de Man, entre Angleterre et Irlande, qui

abrite volontiers les sociétés sud-africaines, peu fréquentables ailleurs : voilà autant de paradis financiers si proches qu'on les oublierait presque. La Suisse tout entière joue ce rôle avec plus d'ampleur et une pyramide complexe de niveaux, puisqu'elle a elle-même, en outre, un système subtil de zones à dérogation et d'enclaves.

Le phénomène s'est récemment accentué avec la multiplication des lieux de banques dites « offshore », dont la présence est autorisée sous réserve qu'elles fassent leurs affaires à l'extérieur du pays d'accueil. L'ouverture de « zones spéciales » par la Chine, puis par la Hongrie, et maintenant par l'URSS vers Vladivostok et par la Pologne vers Szczecin, n'est pas étrangère à cette stratégie des sas et des arrière-boutiques. Et quand la France invente d'immatriculer des navires au pavillon de lointaines îles Kerguelen, inhabitées de surcroît, cela peut apparaître plus cynique que convenable.

Car si les paradis financiers arrangent quelques affaires, ce sont d'abord les affaires douteuses. Dans ceux des Caraïbes se lessivent les narcodollars, et le gouvernement des Etats-Unis lui-même commence à se plaindre et des trafics illicites qu'ils provoquent et des trafics illicites, de

drogue, d'armes et même de personnes, qu'ils encouragent.

Le marché mondial des armements et les incroyables commissions qu'il procure aux intermédiaires financiers bénéficient pleinement des paradis financiers. Mais on n'a jamais vu des innovations technologiques et des créations financières : le progrès scientifique et technologique, la « troisième révolution industrielle » et le postindustriel se construisent ailleurs.

On peut admettre que ces lieux ordinairement discrets ont partie des maux nécessaires, des inévitables arrière-cuisines odorantes du système monde. En ce sens, ils sont bien plus que des purgatoires, ils facilitent certaines choses et contribuent à l'ordre du monde. Mais ils en entretiennent aussi les désordres, car la drogue, les mafias, les guerres leur profitent. Par les spéculations qu'ils soutiennent, ils peuvent faire naître des catastrophes, individuelles ou collectives.

La France a connu ces dernières années une montée des spéculations sur l'intérieur des zones franches et autres lieux de dérogation. Des sacrifices ont été consentis à ce mythe. Ceux qui se battent pour créer des technopoles ont plus de mérite, et l'on peut gager qu'ils ont bien plus d'avenir.

(*) Directeur de recherche au CNRS.

L'inévitable initié

par BERTRAND JACQUILLAT (*)

LES récentes « affaires » Pechiney et Société générale et l'écho qu'elles ont suscité dans l'opinion publique ont mis l'éclairage sur les concepts d'opération et de « délit d'initié ». Il y aurait délit d'initié à partir du moment où quelqu'un utilise des informations non publiques, donc « privilégiées », pour acheter ou vendre des actions en Bourse. Cette définition traditionnelle du délit d'initié n'est pas sans embûches : en effet, pour éradiquer complètement le délit d'initié des transactions boursières, il faudrait à contrario que tous les investisseurs agissent sur la base des mêmes informations.

Cette définition, qui correspond à l'article 10-1 de l'ordonnance du 25 septembre 1967 portant création de la Commission des opérations de Bourse (COB), a été affirmée pour la première fois, en 1964, dans un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis à propos de l'affaire de la société Texas Gas Sulphur. Quelques-uns de ses dirigeants avaient été inculpés à qui il était reproché d'avoir acheté des actions avant que le prix de celles-ci n'augmente fortement à la suite de l'annonce par la société de la découverte d'importantes réserves

de gaz. Dans l'état du droit actuel, l'utilisation d'informations non publiques par les employés d'une société constitue clairement un délit d'initié.

Noyau dur et nationalisation

Le champ d'application du délit d'initié s'est focalisé récemment sur les OPA, où serait illégale l'utilisation par un investisseur de la connaissance qu'il pourrait avoir d'une opération d'achat d'une entreprise par une autre avant qu'elle ne devienne publique à la suite d'un franchissement de seuil. Appartient à cette catégorie, l'affaire Pechiney, l'affaire Société générale dans la mesure où une modification de noyau dur s'apparente techniquement à une prise de contrôle, mais aussi les opérations de nationalisation en 1982 dont la préparation des modalités au cours de l'été et de l'automne avait donné lieu à des comportements de cours quelque peu étranges.

(Lire la suite page 20.)

(*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

SATURN

Un Consortium paneuropéen rassemblant des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organise en France

UNE GRANDE PREMIERE EUROPEENNE pour RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.

un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989.
" L'EXPERTISE EUROPEENNE " ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA

avec la participation des experts européens les plus réputés.

Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à :

Ecole Polytechnique Formation Continue
Madame Christine Nora — 91128 Palaiseau Cedex
Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie : (1) 69 41 94 42
SATURN PO Box 564, Walton Hall, Milton Keynes MK7 6DG, UK.

هكذا من الأصل

A SUIVRE

Bon appétit, messieurs !

par JEAN-PIERRE RIOUX (*)

L'APOSTROPHE de Roy Blas aux « ministres intègres » et autres « conseillers vertueux », dans la pibce de Victor Hugo, courrait-elle à travers les siècles ? Comme si le scandale né de la rencontre, imprudente ou contre nature, entre la politique et la finance avait une longévité historique à la hauteur de la faiblesse humaine ? C'est à voir.

Cicéron déjà dénonçait un gouverneur de Sicile prévaricateur. Verrès. Le très moral Caton l'Ancien, sur les conseils de Fabius, fustigeait à son tour un Scipion soudoyé par les ennemis de Rome au fond d'une guerre d'Orient. Plus tard, financiers et grands argentiers du royaume de France conclurent des alliances de mauvais aloi qui entraînèrent la disgrâce et la colère du Prince : Jacques Cœur ou Fouquet en firent l'amère expérience.

On pourrait allonger la liste des grands commis indécents, des fermiers généraux corrompus, des hommes de paille et des faux-monnayeurs qui eurent à connaître du pouvoir un temps bienveillant les foudres de quelques Excellences. Mais ce déballage poussé, convenons-en, ne nous excite guère. Car le piment du scandale politico-financier contemporain, c'est que nous en sommes les voyeurs, les juges ou les complices, avant que d'en être, et parfois très directement, les victimes échaudées ou ruinées.

Un vilain jeu

Il y a bien en effet une modernité des « affaires » depuis 1789, dès lors que les règles du vilain jeu ont été modifiées. Car, en société démocratique, la vieille prudence du « pas vu pas pris » s'exerce plus malaisément. Le pouvoir est plus dilué, puisque son exercice relève d'une représentation nombreuse du peuple, d'une

administration en ascension numérique et d'une complication des rôles de transmission de l'autorité : aussi concentré soit le pouvoir au sommet, un jour ou l'autre l'entourage peut se trahir ou un maillon de la chaîne subalterne peut céder à la panique ou... à une offre plus alléchante.

Observatoires, commissions d'enquête ou de contrôle, vérificateurs, ont aussi chassés leurs lunettes. Et surtout l'opinion publique est alertée, tenue en haleine et parfois prise à témoin par une presse qui, sans sortir toujours indemne de l'aventure — gare aux effets boomerang ! — sait vendre du papier pour mieux dire la morale.

Quelques feuilles spécialisées, dont certaines jouaient allègrement sur les deux tableaux, ont même fait leur fortune sous les III^e et IV^e Républiques dans la chasse à l'écho fielleux, à la révélation exclusive et prête à rebondir. En bref, il existe bien une version démocratique du scandale.

La mémoire collective s'est souvent détournée du cas de figure le plus usé, qui ne soutient pas l'attention massive : la concussion obtue, la prévarication sans âme. Il faut que le délit touche au plus haut pour qu'il connaisse un autre destin que le tribunal ou la mutation discrète : au meilleur retenu la triste histoire de Daniel Wilson, gendre du président Grévy, qui, après avoir étouffé quelques millions sur des marchés d'Etat, se mit, pressé par le besoin, à faire vendre en 1887 des Légion d'honneur à 25 000 francs. Ces tripotages-là n'ont qu'un temps. « Le » scandale, c'est autre chose.

Son meilleur exemple historique, qui pousse à toute comparaison utile avec telle situation présente, est sans doute le scandale de Panama. Ou plutôt, comme l'a lucidement démontré Jean Bou-

vier (1), le double scandale de Panama. Il y a tout juste un siècle, en janvier 1889, un nouvel emprunt n'avait pas pu en effet remettre à flot la Compagnie du canal de Panama, fondée par Ferdinand de Lesseps, l'homme de Suez, et impuissante à raboter les collines de la Culebra pour forcer l'isthme.

Mise en faillite, passible d'une instruction judiciaire, la Compagnie dévoila bien vite un curieux visage. Ainsi, la presse boulangiste et la très antisyndicale *Libre Parole* de Drumont révélèrent derechef aux milliers de petits porteurs ruinés et à l'opinion très enfiévrée que les agents financiers de la Compagnie ont généreusement « arrosé » des parlementaires et des journaux pour obtenir plus aisément le vote de la Chambre autorisant en 1888 l'émission de l'emprunt qu'on voulait saluer.

Le scandale sélectif

Intermédiaires véreux, députés à vendre, pots-de-vin en tout genre, publicités surpayées, tout est mis noir sur blanc, dans un beau tumulte où quelques grands noms, Clemenceau, Reinach, Roubier, Ribot, Floquet et autres « chéquards » sont éclaboussés. Un seul aura la faiblesse de tout avouer aux assises, le ministre des travaux publics, Balthaz, qui avait empoché 375 000 francs.

Tels furent les errements montés en épingle par la presse et si vertueusement dénoncés. Mais que tant de journaux aient reçu 13 des 22 millions consacrés par la Compagnie à cette opération ultime ne fut guère porté à la connaissance et a fortiori soumis à sa vindicte. Et le scandale financier, autrement plus lourd en millions, qui tenait à l'ampleur très usuaire des commissions pré-

vées par les banques sur les opérations de Panama, fut soigneusement passé sous silence, jusqu'à ce que les historiens, bien plus tard, aillent dépouiller les dossiers.

Voilà bien notre loi historique de société médiatisée. Le scandale est sélectif, à géométrie variable. On crie haro sur le pêcheur sans trop fouiller les cales, sans appliquer toujours la même vigilance morale à ces lasses qui transitent en un clin d'œil d'une caisse à l'autre.

Le scandale de Panama fut la plus énorme révélation des collusions entre affairistes, politiciens et gens de presse. D'autres avaient déjà ravagé la Second Empire : qu'on relise les romans très politiques que sont *la Curée* et *l'Argent*, de Zola. D'autres suivront, jusqu'à l'affaire des vins ou le trafic des piastres sous la IV^e République (laissons les spécialistes trier à cette heure ceux de la V^e République). Aucun n'avait à ce point touché au vif des Français qui faisaient alors, en toute innocence, l'apprentissage de l'agio.

On prendra garde à la hiérarchie des responsabilités dans ces affaires à répétition, de l'Union générale au suicide de Stavisky, de Panama aux bons d'Arras. Le « grand capital », ou les « deux cents familles », si longtemps vomies par la gauche, ne sont guère aux premières loges. Tout au contraire, rompues au jeu subtil du rapport de forces avec l'Etat par leur maîtrise de la Banque de France, déléguant fort peu leurs hommes dans les assemblées élues, ces familles apprennent très vite à dialoguer sagement avec l'administration et les gouvernements.

Par contre, la purulence fut précocement circonscrite chez les

(*) Directeur de recherche au CNRS.

hommes de presse « subventionnés », les intermédiaires pressés et surtout, aux heures glorieuses du Parlement, sous la III^e et la IV^e République, chez ces avocats d'affaires devenus députés qui n'avaient pas fermé leur cabinet pendant la durée de leur mandat.

Plus gravement peut-être, les « affaires » furent toujours d'excellents prétextes pour aviver les rancunes, exciter les passions et chauffer à blanc des situations de crise économique ou civique. Sur la dénonciation érigée en vertu, dans l'argumentaire simple d'une lutte incessante des « petits » piétinés contre les « gros » corrompus, tous les extrêmes, à droite comme à gauche, purent donner libre cours à leurs fantasmes tour à tour populistes, nationalistes, antisémites ou anticapitalistes. Du moins jusqu'à l'affaire Dreyfus, cette bataille du droit qui dégagait la gauche de toute révérence à ces arguments nauséux et la drapa pour longtemps dans un moralisme plein de mépris pour l'argent.

En 1888, un plumeur socialisant, Augustin Chirac, concluait ainsi son « étude » de l'agiotage sous la III^e République : « Dieu puissant ! Qui donc arrachera la République aux mortelles étreintes de ces vampires ? » Il trouvait même le renfort d'une

formule de Montesquieu : « Les financiers soutiennent l'Etat comme la corde soutient le pendu ». Dix ans plus tard, Anatole France redoublait l'argument dans *l'île des pingouins*.

L'Etat, depuis un siècle, a, il est vrai, changé de nature, a étendu ses pouvoirs financiers et économiques. Les parlementaires ont pratiquement disparu des lieux stratégiques de la friction la plus haut niveau, laissant la place aux fonctionnaires, aux « entou-rages » et aux « médiateurs ». Il n'est plus question d'autres jeux à l'échelle municipale ou régionale.

Mais le mécanisme est toujours en place qui répète inlassablement Panama : on pointe du doigt quelques visages, mais sans tirer le fil de cet argent caché qui circule si bien qu'on ne lui pardonne pas quelques détours. Le *Bernanos des Grands Cimetières sous la lune*, cité par Jean-Noël Jeanneney dans une belle étude (2), avait su voir plus loin que le scandale : « Ce qui devrait nous remplir d'étonnement, c'est que, même en ce monde qui lui appartient, l'argent semble toujours avoir honte de lui-même. »

(1) Les Deux Scandales de Panama. Julliard, 1964.

(2) L'Argent caché. Fayard, 1981.

ADELIE
Informatique Conseil

Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

La SSII qui s'engage.

15 rue de Rome, 75008 PARIS
Tél. : (1) 43.57.12.10

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

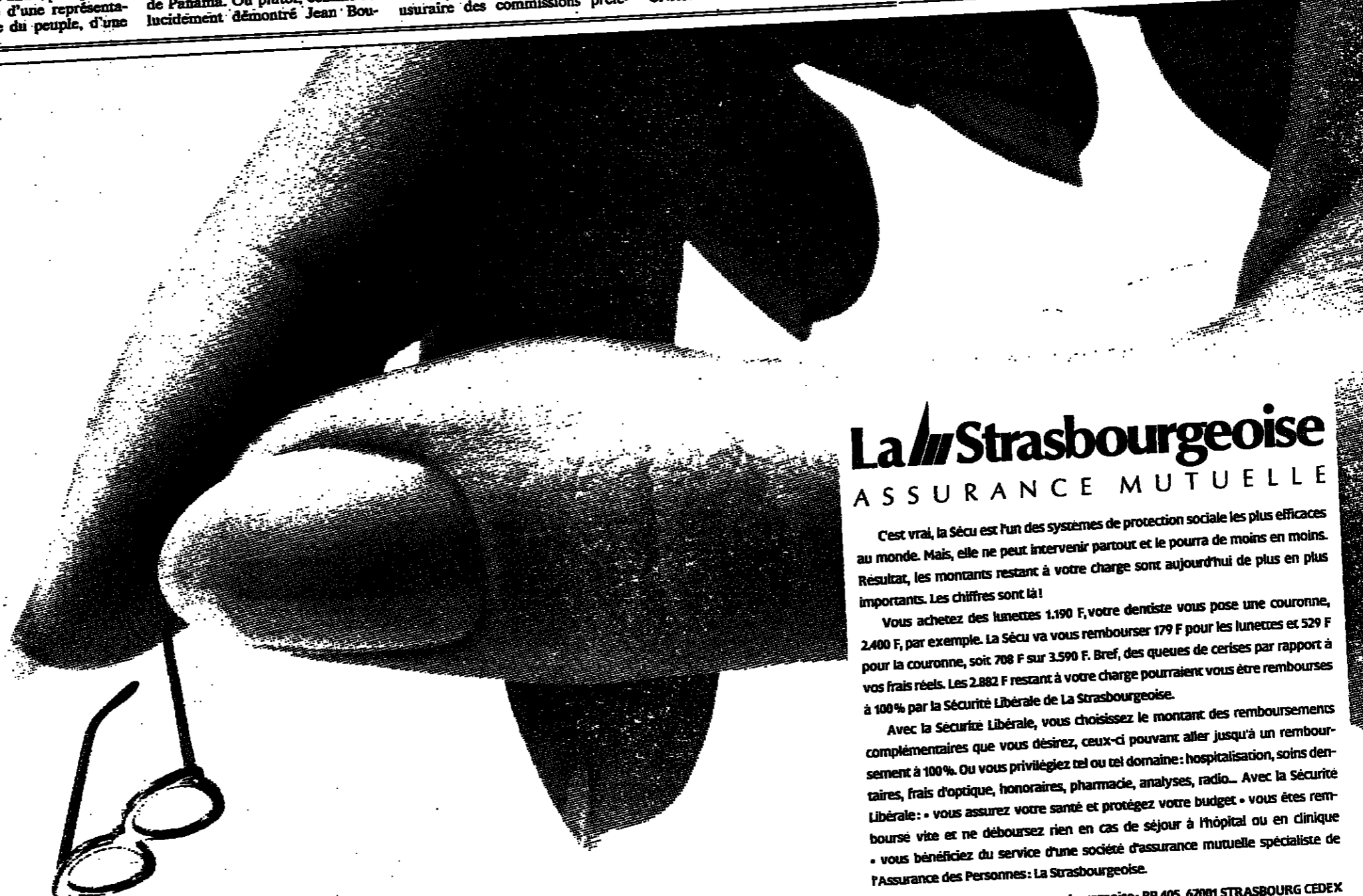
Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Permanence télex

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12
58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



La Strasbourgeoise ASSURANCE MUTUELLE

C'est vrai, la Sécu est l'un des systèmes de protection sociale les plus efficaces au monde. Mais, elle ne peut intervenir partout et le pourra de moins en moins. Résultat, les montants restant à votre charge sont aujourd'hui de plus en plus importants. Les chiffres sont là !

Vous achetez des lunettes 1.190 F, votre dentiste vous pose une couronne, 2.400 F, par exemple. La Sécu va vous rembourser 179 F pour les lunettes et 529 F pour la couronne, soit 708 F sur 3.590 F. Bref, des queues de cerises par rapport à vos frais réels. Les 2.882 F restant à votre charge pourraient vous être remboursés à 100% par la Sécurité Libérale de La Strasbourgeoise.

Avec la Sécurité Libérale, vous choisissez le montant des remboursements complémentaires que vous désirez, ceux-ci pouvant aller jusqu'à un remboursement à 100%. Ou vous privilégiez tel ou tel domaine : hospitalisation, soins dentaires, frais d'optique, honoraires, pharmacie, analyses, radio... Avec la Sécurité Libérale : vous assurez votre santé et protégez votre budget. Vous êtes remboursé vite et ne déboursez rien en cas de séjour à l'hôpital ou en clinique. Vous bénéficiez du service d'une société d'assurance mutuelle spécialiste de l'Assurance des Personnes : La Strasbourgeoise.

Contactez La Strasbourgeoise : BP 405, 67001 STRASBOURG CEDEX
Tél. 88.62.90.27 ou 46, rue de Provence, 75009 PARIS - Tél. 42.85.00.36.

Ce que la Sécu vous rembourse des queues de cerises, la Sécurité Libérale vous le rembourse à 100%.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Directeur Général Adjoint 500.000 F à 800.000 F à débattre

Entreprise du secteur tertiaire en pleine expansion, de renommée nationale. Située à Paris, a besoin de renforcer son équipe de Direction et recherche un Directeur Général Adjoint. Dépendant du Directeur Général, faisant partie du Comité de Direction et secondé par une équipe de très haut niveau, il sera responsable du développement de son secteur d'activité, de l'animation d'une équipe importante et participera à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise. Ingénieur diplômé, HEC, ESSEC, etc., il aura 40 ans environ et aura déjà fait ses preuves dans un poste de Directeur de Département, Directeur Commercial/Marketing ou d'Exploitation dans le secteur tertiaire (assurance, banque, établissement financier ou similaire). Les connaissances de l'informatique et de l'anglais sont indispensables. Etant donné que ce recrutement est confidentiel et que votre candidature risque de l'être également, notre Consultant s'engage à ne pas nous présenter votre dossier sans votre accord et à ne pas parler de notre entreprise avant de déterminer s'il y a une réciprocité d'intérêt.

Merci d'envoyer votre CV, en indiquant votre rémunération actuelle et une photo récente sous référence 7500-M à Mme PETTON 18, rue Guillaume Lambert, 78700 Conflans Sainte Honorine, qui transmettra.

X, ECP, HEC...

De consultant à haut niveau à directeur en entreprise

Nous sommes une société performante de 1700 personnes faisant partie d'un groupe français de 135 000 personnes. Nous recherchons un cadre supérieur de haut niveau, qui sera rattaché au Directeur Général et fera partie du Comité de Direction.

Il aura un rôle important de conception, de conseil et d'animation, rôle qu'il exercera dans des domaines clefs de l'entreprise : développement des systèmes d'information, prospective et stratégie, qualité totale.

Les exigences pour assumer ces responsabilités sont à la mesure de leur importance. Il nous paraît impératif :

- d'être diplômé d'une grande école,
- de disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le conseil informatique à haut niveau (élaboration des schémas directeurs, maîtrise des systèmes d'information, de leur cohérence, de leur planification,...
- et d'être capable d'élargir son champ d'intervention à d'autres domaines du management,
- de témoigner d'un rayonnement personnel permettant d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et efficace au sein de la société, dans les contacts avec l'extérieur et avec le groupe.

Large perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5A 1303 - 9 M - Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016-Paris

etap

DANS LE SUD OUEST DE LA FRANCE...
DIRECTEUR GENERAL D'UNE PME

Nous sommes une PME dynamique du secteur agro-alimentaire. Depuis presque 20 ans nous avons consacré notre savoir-faire sur deux gammes de produits qui nous permettent d'occuper une position prédominante sur les marchés régionaux, français et nous commençons à nous ouvrir aux marchés européens.

Pour poursuivre notre croissance, nous cherchons aujourd'hui à intégrer un

DIRECTEUR GENERAL

qui aura pour mission de préparer une stratégie de développement pour les années qui viennent, fondée sur la mise au point et la commercialisation de nouveaux produits et l'entrée sur de nouveaux marchés. Il aura également à s'occuper de la gestion quotidienne de l'entreprise.

Pour réussir dans ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat d'une quarantaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant occupé avec succès une direction commerciale, si possible dans le secteur agro-alimentaire, et ayant de solides aptitudes à la gestion. A ce niveau de responsabilité, la connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol serait un plus indiscutable.

La poste est à pourvoir à proximité d'une grande métropole du Sud Ouest. Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec notre Conseil Denis SEBASTIEN en lui faisant parvenir votre dossier complet (lettre, curriculum, CV, photo et références) sous la référence 890134. Il vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIETE METALLURGIQUE REGION OUEST recherche DIRECTEUR COMMERCIAL

De formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO Paris), âgé de 35 ans minimum, il doit avoir l'expérience de la commercialisation France et export d'équipements industriels. Anglais indispensable, allemand souhaité. Il s'agit d'un poste clé dans une entreprise en réelle expansion, au sein d'un groupe important.

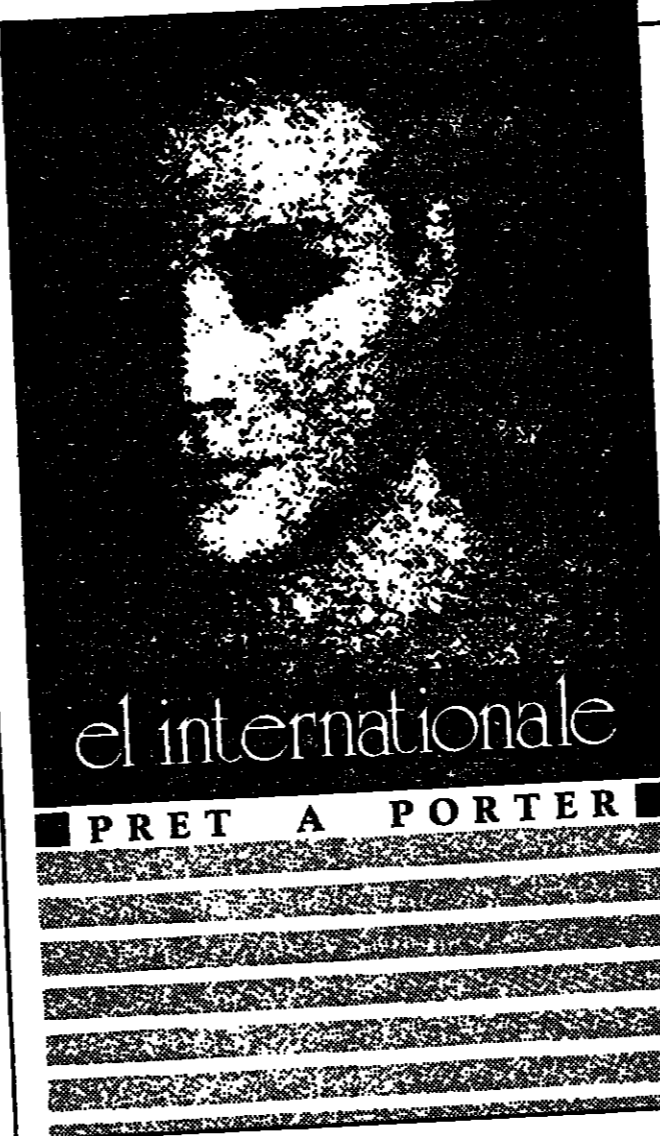
Adressez CV + prétentions,
sous référence CC 141,
à PROFILS
11, quai St-Michel - 75005 PARIS
qui garantit toute discrétion

« LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du

MONDE-PUBLICITÉ
au 45-55-91-82.



Nous sommes une société internationale en forte expansion. Pour contribuer à notre développement, nous cherchons un collaborateur dynamique en qualité de

DIRECTEUR GENERAL

Notre futur responsable aura à assumer toutes les responsabilités inhérentes au management de l'entreprise et aura aussi à seconder le président dans certaines de ses tâches.

Ce poste sera en constante évolution en prévision de l'ouverture de nouvelles filiales.

Nous demandons :

- une expérience dans une fonction de direction;
- initiative, dynamisme, sens des responsabilités et de l'organisation;
- capacité à ouvrir des filiales à l'étranger;
- langues : français, allemand, anglais;
- lieu de résidence : Besançon.

Nous offrons :

- introduction approfondie, soutien efficace et formation;
- poste de grande confiance, ambiance de travail motivante;
- rémunération en rapport avec les capacités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, curriculum vitae avec photo, à J.L. MANAGEMENT SA - 3, chemin de la Pralay - CH - 1294 - GENTHOD/GENEVE;

Nous sommes un important groupe industriel français, implanté dans le monde entier sous forme de filiales. Notre notoriété et notre bonne santé sont le résultat d'un management très actuel où les termes d'innovations techniques, qualité, communication, participation, représentent des réalités concrètes. Nous souhaitons aujourd'hui rencontrer le

FUTUR DIRECTEUR D'UN DE NOS DEPARTEMENTS

Les produits conçus, fabriqués et distribués par ce département connaissent actuellement une évolution qui implique une approche marketing pointue. Par contre, la complexité technique de ces produits, surtout en petite mécanique, nécessite également, au minimum un intérêt et idéalement des compétences en fabrication et production.

Nous sommes donc ouverts soit aux formations de type HEC, ESSEC, Sup de Co, soit à un diplôme d'ingénieur + MBA. Mais outre votre formation, c'est votre personnalité forte, accrocheuse, dynamique et votre expérience d'un poste de direction en France ou à l'étranger, qui seront vos atouts déterminants. A terme à la tête d'un centre de profit - 800 personnes environ - vous serez un des hommes clés de notre réussite.

Nous rejoindrons à ce poste de haut niveau, c'est saisir l'opportunité d'exprimer vos talents professionnels et humains dans un contexte de réussite et de croissance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4902 à Lévi Tournay Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra. Nous vous garantissons une confidentialité absolue.

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société multinationale, leader mondial dans son domaine, filiale d'un puissant groupe agro-alimentaire français recherche

Un aromaticien confirmé

Directement rattaché à la direction générale

- il animera la cellule centrale aromatique,
- il assurera la coordination des banques aromatiques des filiales,
- il sera chargé de la création de compositions nouvelles dans le domaine des préparations de fruits,
- il veillera à la conformité des produits face aux législations des différents pays.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une solide expérience (5 ans minimum) d'analyse et de création dans le domaine des arômes chez un fabricant de matières premières aromatiques, motivé par une activité impliquant l'aptitude à l'analyse sensorielle, un esprit imaginatif et méthodique allié à des qualités de contact et d'ouverture.

La formation ISIPCA serait appréciée. Rémunération très motivante.

Poste banlieue nord-est de Paris.

Ecrire sous réf. 5B 1264-BM. Discretion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Juriste de haut niveau

Spécialiste droit des sociétés et/ou droit de l'informatique

Votre challenge :

CREER LE DEPARTEMENT JURIDIQUE

d'une société informatique de 500 personnes, en très forte croissance, filiale d'un grand groupe.

Conseiller du PDG, négociateur talentueux, vous êtes le garant de notre image et de nos intérêts auprès de nos différents interlocuteurs (avocats, clients, fournisseurs). Vous gérez les affaires juridiques du Siège et de nos différentes agences régionales.

Avec 10 ans d'expérience environ chez un conseil juridique, en entreprise ou en cabinet d'avocats, et une formation BAC + 5 (+ CAPA si possible), vous maîtrisez le droit des sociétés et connaissez le milieu de l'informatique.

Pour ce poste basé en banlieue Sud de Paris, adressez en toute confidentialité votre dossier de candidature (sous réf. 47109/M) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Industrie agro-alimentaire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'export (forte vocation exportatrice, 50% du CA). Nous avons développé nos méthodes et nos procédures pour devenir et être reconnue aujourd'hui dans l'agro-alimentaire comme une des toutes premières sociétés en matière de qualité. Dans ce contexte, nous souhaitons enrichir notre potentiel technique pour préparer l'avenir et développer encore nos réalisations industrielles et recherches pour ce faire des ingénieurs à fort potentiel :

DIRECTEUR D'USINE

Vous êtes ingénieur diplômé ECP, AM, INSA, ENI... et vous avez 8 à 10 ans d'expériences industrielles réussies en petites ou moyennes entreprises où vous avez eu des responsabilités de chef de fabrication si possible dans une unité de processus. Vous avez l'ambition de diriger une unité autonome (petite, 75 personnes, mais moderne et performante) pour faire la synthèse de vos acquis actuels avant d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Vous avez des qualités d'animation des hommes et une pratique du management participatif. Vous adhérez à l'approche qualité totale et vous connaissez les méthodes qui la sous-tendent. Vous avez l'esprit méthodique et de la rigueur. Après intégration et formation à notre métier, vous prendrez la direction de l'usine au 1^{er} janvier 1990. (20 km d'Auxerre).

Réf. 5206 M

INGENIEUR PROCESS

Vous êtes diplômé AM, ENI, Université de Compiègne et 2/3 ans d'expériences en industrie du process (TN, assistance technique par exemple). Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans ce sens pendant quelques années avant d'accéder à des responsabilités plus larges (humaines et/ou techniques). Sous la responsabilité du Directeur d'usine, vous aurez une position de généraliste sur l'ensemble du process : développement de méthodes de travail rationnelles permettant une approche qualitative, poursuite de l'automatisation et de l'utilisation de l'informatisation industrielle, analyses quantitatives et études des corrélations permettant de fluidifier le process, suivi de la mise en place de la qualité totale et de l'assurance qualité. Vous avez le sens de l'innovation, une grande curiosité intellectuelle et une disponibilité importante. Le poste est basé dans l'Yonne (35 km d'Auxerre et de Troyes).

Réf. 5207 M

Si vous êtes intéressés par une de ces propositions, merci d'envoyer un dossier complet, en précisant la référence, aux consultants de Sérifo 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

SERIFO

Membre de Syntec

AFFAIRES FINANCIERES

JEUNES CADRES

PARTICIPATIONS FINANCIERES, BANQUES ET ASSURANCES.

Sous l'autorité du Responsable du secteur, vous aurez en charge le fonctionnement et le développement des systèmes d'informations. Vous effectuerez des études relatives aux filiales concernées et plus généralement assisterez le responsable en matière de suivi des participations bancaires.

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce, des qualités relationnelles, un esprit alerte et une première expérience dans un cabinet d'audit ou de conseil.

(Réf. CG/PB)

INTERNATIONAL

Sous l'autorité du Chef de service et de son adjoint, vous assurerez le suivi administratif (juridique, fiscal, comptable, etc.) des filiales internationales et organiserez les comités, conseils et assemblées. Vous aurez à suivre les révisions comptables. Vous contribuerez à

l'informatisation du secteur et en surveillerez le bon fonctionnement.

Vous avez une formation universitaire ou Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience acquise de préférence dans un établissement financier. Le goût de l'informatique et du travail en équipe viennent compléter votre maîtrise de l'anglais et si possible la connaissance d'une 2^e langue étrangère.

(Réf. CV/AF)

AFFAIRES INDUSTRIELLES

CADRE

Auprès du responsable chargé des secteurs agro-alimentaire, santé et biotechnologies, hôtellerie-restauration et distribution, vous assurerez la prospection, participerez à la négociation, à la mise en place et au suivi des opérations dans le domaine du Capital Développement.

Vous avez une formation Ecole d'Ingénieurs option Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce et cinq ans d'expérience environ dans les domaines investissement, finance, fusion-acquisition ou commercial bancaires et entreprises.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à la Direction du Personnel de la

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ - 1, rue d'Astorg 75008 PARIS.

Consultant, soyez notre candidat

Nous avons créé et développé Syseca Sélection, filiale d'une des premières SSI et Conseil en Recrutement spécialiste en informatique et en électronique. Notre force dynamique et notre expérience nous permettent aujourd'hui de poursuivre notre expansion. Nous recherchons un **CONSULTANT en RECRUTEMENT**.

Sans du contact, faculté de jugement, sens pratique, force de conviction, sont les principales composantes de votre personnalité. Vous les avez déjà exploitées dans un cabinet ou dans une SSI puisque vous faites preuve d'un réel intérêt pour les nouvelles technologies et possédez une solide culture informatique. Notre équipe exigeante et compétente, nos outils informatiques sophistiqués mis à votre disposition seront les garants de la qualité et de la rigueur de vos prestations (approche, recherche et sélection d'ingénieurs et cadres).

Robert CUADRADO vous remercie de lui adresser personnellement votre candidature sous réf. 417/MO 315 Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX

SYSECA SELECTION

La filiale française du leader californien des systèmes informatiques distribués, recherche pour accompagner son développement :

RESPONSABLE DE LA FORMATION

La formation d'une population très qualifiée en augmentation rapide (300 personnes dont 200 Cadres, 5 ans après la création de la filiale) constitue une composante fondamentale de notre réussite face aux défis de l'informatique des années 90.

Si vous avez :

- Une expérience de 5 ans dans l'animation, acquise en entreprise dans un environnement international,
- Une très bonne pratique de l'anglais,
- Une volonté d'évoluer dans le domaine des Ressources Humaines.



Contactez Louis de BETTIGNIES - DRH Sun Microsystems RN 188, La Boursadière 92357 Le-Plessis-Robinson Cedex 40.94.02.08.

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE recherche

ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

pour occuper les fonctions de : sous-directeur des personnes âgées et handicapées pour sa direction de l'action sociale.

Chargé d'un budget de 400 MF. de la direction de 4 services représentant environ 50 personnes, et du contrôle de 100 établissements, le candidat devra faire preuve :

- de l'aptitude à animer une équipe,
- d'une bonne expérience du secteur social,
- être un gestionnaire rigoureux,
- savoir valoriser le service public.

Le recrutement sera possible par voie de mutation, de détachement ou par contrat.

Dans ce cas, le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou diplôme d'un institut d'études politiques ou diplôme d'un niveau équivalent. Rémunération nette annuelle 102 000 F plus voiture de service.

Les candidatures doivent être adressées à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
RUE DES SAINTS-PÈRES-77000 Melun.

Des renseignements complémentaires peuvent être demandés à : M. BEAUMONT - Tél. : 64-09-19-96.



Numéro 1 français du traitement des métaux précieux et alliages spéciaux

Nous sommes un groupe européen, à l'activité originale et diversifiée. Dans le cadre de notre politique de progrès, nous recherchons plusieurs

Métallurgistes de haut niveau

pour leur confier des missions importantes de **Recherche** et **Développement**

Vous êtes diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, ENSAM...). Vous vous passionnez réellement pour les problèmes métallurgiques. Vous justifiez dans ce domaine d'une expérience réussie de plusieurs années. Vous souhaitez prendre à terme des responsabilités accrues. Vous maîtrisez probablement bien l'anglais.

Envoyez lettre de candidature, C.V., photo, prétentions à CLAL - Michel MASOUNAVE - Directeur des Ressources Humaines 13, rue de Montmorency - 75003 PARIS.

FORCEAUX

RESPONSABLE

RADIATION - PRÉF

RESPONSE MARKETING OPE

DIRECTEUR JUN

RESPONS RESSOURCES

BORDEAUX - BANQUE REGIONALE

RESPONSABLE FORMATION

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante, à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion détermine la création, au sein de la Direction des Ressources Humaines, du poste de Responsable des Services Formation, dont les principales missions sont les suivantes : étude, proposition et négociation du plan gestion prévisionnelle du personnel ; mise en œuvre du plan ; budget. Choix des actions et des organismes ; management des équipes de formation interne (5 personnes) ; implication personnelle dans l'animation de certains stages, coordination et discrimination des besoins futurs avec les hiérarchies opérationnelles, participation à la définition de la politique « ressources humaines » de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la formation (5 à 10 ans d'expérience) diplômé de l'enseignement Supérieur, dont l'expérience (dans le service ou dans l'industrie) s'est déroulée sur une responsabilité de même niveau, supportant la définition d'une politique, sa mise en œuvre et le management d'équipe.

Le poste est basé à Bordeaux. Les conditions offertes, le développement et les projets de l'entreprise, sa sensibilité à la gestion des ressources humaines, ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée sous réf. M 126 C à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

NEMESIS

BORDEAUX - PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES

RESPONSABLE
« MARKETING OPERATIONNEL »

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante, à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion détermine la création, au sein de la Direction Commerciale, d'un poste de Cadre Responsable du Marketing Opérationnel, dont les missions sont les suivantes : développement vis-à-vis des clients (particuliers ou entreprises) de toutes les méthodes et actions d'approche basées sur les techniques modernes du Marketing direct : mailing, couponning, planning, publicité, synthèse des résultats, participation aux études marchés et nouveaux produits, constitution d'une base de données et de fichiers clients, actions de support marketing auprès des différentes instances opérationnelles du réseau régional.

Nous souhaitons rencontrer pour cette mission évolutive, un jeune cadre de formation commerciale supérieure (Baccalauréat + 4 ou 5) qui possède une première expérience (environ 2 ans) dans une fonction opérationnelle, de préférence dans une Société de Services (Banque, Assurance, Immobilier, Biens de Consommation).

Ce poste est basé à Bordeaux. Le développement de l'entreprise, sa notoriété et les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée sous réf. M 126 B à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier en la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Un des groupes leader de la construction et de l'immobilier recrute son

DIRECTEUR JURIDIQUE

Auprès du Secrétaire Général, au Holding, il animera une équipe en charge des problèmes d'assurances du groupe, des dossiers de contentieux (garantie décennale, litiges construction, sinistres, contentieux financiers...) et du droit des sociétés et filiales en France et à l'étranger.

Pour nos 3500 collaborateurs, il sera l'interlocuteur de référence pour toute question de droit inhérente aux contrats internationaux, et assurera l'interface avec avocats, experts et partenaires.

De formation supérieure (Maîtrise, DESS, DEA, Grandes Ecoles...), il nous apportera la solidité que lui aura donnée une expérience d'au moins 5 à 6 ans au Service Juridique, à un poste de responsable ou d'adjoint. Homme de contact, convivial avant tout, il aura si possible une bonne connaissance du secteur Bâtiment - TP.

Pour ce poste en proche banlieue parisienne, notre conseil SOURCES attend vos candidatures (lettre, CV, photo, salaire souhaité) sous référence 2923 DJ au 108, rue St Honoré - 75001 Paris.

Toulouse

RESPONSABLE
RESSOURCES HUMAINES

TECHNAL, société internationale, 1 milliard de CA en 88, filiale du groupe international ALCAN. Poursuivant son expansion, elle diversifie encore son activité sur le marché du bâtiment, dans le domaine de l'ESPACE A VIVRE de qualité. Dans ce cadre, elle crée le poste de Responsable des Ressources Humaines, afin d'accroître ses capacités de gestion et d'animation du personnel.

Mission :
Proposer et mettre en œuvre un système de gestion des Ressources Humaines adapté au secteur d'activité, à travers des activités : recrutement, évaluation des postes, appréciation des potentiels, formation, politique salariale, relations sociales, contentieux... Au sein de l'équipe dirigeante de la division, maintenir et développer un climat social stimulant, favorable à l'atteinte des objectifs de l'entreprise et à l'épanouissement individuel.

Profil :
Homme ou femme de formation supérieure (juridique-sociale-commerciale), vous avez 7 à 8 ans d'expérience dans une fonction similaire dans une activité de service (produits financiers-promotion immobilière...).

Le salaire proposé, la politique sociale de TECHNAL sont particulièrement motivants (Intéressement, Plan Epargne Entreprise, prime d'objectifs, participation...).

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. LM, à L. DEPRAT, TECHNAL, 270 rue Léon Joulin, 31037 TOULOUSE Cedex.

TECHNAL®

C R E E L' E S P A C E E N B E A U T E

Pour une carrière en entreprise

Audit... aujourd'hui
Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, poursuivant son développement tant sur le plan international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP... MBA.

Le poste proposé au sein du holding permet :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ;
- de participer aux études financières du groupe dont celles concernant les nouvelles acquisitions ;
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5B 1294-9M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



Un ensemble cohérent organisé autour de quatre métiers : chimie, encres, peintures, engrais.

Un Groupe qui monte en puissance dans la compétition internationale.

Pour participer à une stratégie nouvelle et ambitieuse, nous recherchons des

INGENIEURS PROCÉDES
confirmés et de fort potentiel

■ DIVISION ENCRE

Ils auront d'emblée une activité internationale comportant trois axes :

- développement de nouveaux procédés
- assistance technique aux usines
- ventes de procédés

réf. 5A 1307-9M

■ DIVISION CHIMIE ET DIVISION ENGRAIS

Ils auront le même type de responsabilités que les précédents, au départ sur la France

réf. 5A 1308-9M

Tous ces postes impliquent la capacité d'assumer, avec dynamisme et initiative, d'importantes responsabilités et ouvrent de réelles perspectives de carrière. Ils conviendront à des candidats diplômés de grandes écoles généralistes (X, ECP, MINES, AM) ou génie chimique (ENSIC, ENSICG...) ayant environ 5 ans d'expérience en procédés (spécialités chimiques, pétrochimie) et parlant anglais.

Postes à Paris et en région parisienne.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier (18 milliards de francs de chiffre d'affaires et 20 000 personnes) poursuit le renouvellement de ses structures et propose un poste évolutif de

Responsable de service
administration et personnel usine

à un(e) candidat(e) fortement motivé(e) ayant des qualités professionnelles solides.

Au sein d'une unité à taille humaine, il sera le bras droit du Directeur d'usine pour l'ensemble des activités personnel, contrôle de gestion, comptables et administration générale. Pour chacun de ces domaines, il sera l'interlocuteur des directions fonctionnelles centrales et le garant de la mise en œuvre des politiques du groupe. Il animera son service et fera partie de l'équipe de direction de l'établissement.

Ce poste formateur et polyvalent convient à un(e) candidat(e) ESC, Maîtrise ou DUT, ayant une première expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum dans les domaines de la comptabilité industrielle, du contrôle budgétaire et si possible, de gestion de personnel, désireux et capable d'élargir son domaine de compétence.

Le poste à pourvoir se situe à proximité de Montauban (Tarn et Garonne) mais l'évolution de carrière se réalisera sur le plan national.

Ecrire sous réf. 5C 1140 - 8 M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE JURISTE

Votre formation Supérieure en Droit des Affaires (DEA) est complétée par une première expérience de 2 ans minimum. Vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances d'une seconde langue.

Rattaché au directeur juridique, vous apporterez vos compétences aux services centraux du groupe et aux filiales en matière de droit des sociétés, contrats divers, baux commerciaux, droit économique, contentieux, marques. Cette mission fait appel à votre esprit d'analyse, à votre aisance rédactionnelle et à vos qualités relationnelles. Votre réussite associée à votre dynamisme, à votre faculté d'adaptation et d'autonomie ouvriront la porte à une évolution au sein du groupe.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 12448 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01. Discretion assurée.

DESIREUX D'ÉVOUER À TERME DANS UN GROUPE
A DIMENSION INTERNATIONALE
A EXPANSION EUROPEENNE

CONTESSÉ

PLACEZ VOTRE DYNAMISME DANS LA FINANCE

Nous sommes un groupe financier à taille humaine (1100 personnes) largement orienté vers le financement professionnel. Dans le cadre de notre politique de développement et de diversification, nous souhaitons intégrer quatre

CHARGES DE CLIENTELE GRENOBLE MONTPELLIER ORLEANS PARIS

Nous recherchons des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sc. Eco, Sc. Po...) munis d'une première expérience commerciale dans la banque ou des candidats ayant une formation bancaire (ITB, CEB...) et une expérience du terrain confirmée.

Vous aurez pour mission de développer le fonds de commerce existant d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles. Pour ce faire, bénéficiant d'une large délégation d'autorité, vous serez très présent sur le terrain pour proposer toute une gamme de produits. Après avoir apprécié le risque client, vous instruirez les dossiers et les mettrez en place, exerçant à la fois une activité commerciale et de conseil auprès de la clientèle.

Votre technicité en matière d'analyse financière, vos capacités de négociation et votre mobilité sont les atouts qui vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence ZCL/LM en précisant le secteur choisi à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE. Notre objectif : doubler notre CA sur le marché français, affirmer notre compétitivité au niveau européen. Nous recherchons un :

Responsable marketing et techniques de commercialisation Paris

Rendant compte au Directeur "Entreprises", vous serez l'un des éléments moteurs dans la définition et la mise en place de notre politique de développement. Vos missions :

- Informer en permanence la Direction et les Chefs de Produits des tendances du marché, de la concurrence et des techniques de commercialisation les plus performantes ;
- élaborer les produits et l'ensemble des moyens appropriés au réseau de vente ;
- présentation des produits, argumentaires, tarifs, programme de formation.

Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC, IEP...), vous justifiez d'une solide expérience de la vente et du marketing de produits ou services, acquise, si possible, dans le secteur de l'assurance. Votre ouverture d'esprit, vos talents de négociateur, votre aisance dans la communication et votre capital de confiance auprès d'un réseau de vente, vous incitent à nous rejoindre.

Sylvie CATHÉLAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle, sous référence : 8905 LM.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris (1) 42.89.10.25



LES FROMAGERIES BEL
5 milliards de CA - 6.000 personnes
recherchent pour leur Division FROBEL

UN RESPONSABLE FORMATION

Vous participez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de la Division axée sur le PROFESSIONNALISME et la MOTIVATION de tout le Personnel.

En liaison avec les Chefs de Personnel, vous élaborerez et négociez le plan de formation tant pour les 4 UNITES DE PRODUCTION que pour le RESEAU DE VENTE.

Vous participez avec les Responsables de formation des autres divisions à l'élaboration et à l'animation des sessions de formation dans votre domaine de compétence.

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience du métier de FORMATEUR dans des entreprises industrielles.

Adresser CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à Fromageries BEL - Service du Personnel FROBEL - BP 641 75367 PARIS CEDEX 08.

CONTESSÉ

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan, nous recherchons notre :

Chef de service Emploi/Formation

A 30-35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, votre activité s'est exercée dans la gestion du personnel et plus spécialement de l'emploi, soit en entreprise, soit en organisme professionnel.

Nous vous proposons de vous occuper de ce qui touche à la promotion de l'emploi, à sa situation statistique, à la conduite des travaux de réflexion, au suivi d'opérations s'y rapportant, et de nous représenter quand besoin est.

Nous vous souhaitons compétent, relationnel, impliqué mais rendant compte, sachant rédiger, parlant si possible l'anglais.

Merci, si vous vous sentez concerné d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prêt, sous référence 9206 à notre conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

Fille d'un important groupe européen, nous occupons une position dominante sur le marché français des produits d'hygiène et domestiques, avec 1 Milliard de C.A et 5 unités de production. Pour assurer le développement de l'une de nos gammes dans laquelle notre groupe est leader sur plusieurs marchés européens, notre Direction du Marketing recherche un(e) :

CHEF DE PRODUITS

- Basé à Rouen, et directement rattaché au Directeur du Marketing, il aura pour mission de réfléchir sur son marché et de le surveiller.
- Homme de terrain, il devra animer et gérer la promotion des produits et entretenir un dialogue permanent avec nos usines en France.
- Imaginatif et dynamique, il devra assurer la création de la gamme qui se renouvelle chaque année selon la tendance des styles.
- Il sera amené à se coordonner avec ses homologues étrangers occupant des fonctions similaires dans les sociétés sœurs du groupe.

- Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés d'une Grande Ecole de Commerce, ayant une première expérience d'environ 3 ans du Marketing Grand Public.
- Parlant impérativement l'anglais, ils seront capables de s'intégrer dans une équipe jeune, et prêts à voyager en France et à l'étranger.
- Notre Direction du Marketing est en développement rapide et offre de réelles opportunités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite - CV à notre Agence PLURIAL 42 Rue Camille Desmoulins 94230 CACHAN en précisant la réf. 0602/16 sur l'enveloppe.



Sorefi Picardie Directeur du développement

Il y a un peu plus de 3 ans, quand nous avons été créés, il y avait tout à imaginer, tout à faire : votre prédécesseur a bien travaillé, il est déjà appelé dans le réseau à d'autres responsabilités. Les données du problème sont aujourd'hui les suivantes. Etablissement Financier à compétence régionale, nous sommes la structure décentralisée d'un grand réseau national, fort en Picardie de 200 sièges et agences couvrant l'Oise, l'Aisne et la Somme dont nous assurons la coordination et soutenons le développement. Nous sommes en expansion sur nos marchés traditionnels, les particuliers, les collectivités et les associations, mais aussi sur celui des entreprises et nous proposons une gamme de produits complète, élaborée et performante.

Votre Président vous attend pour mettre en œuvre une stratégie de développement et les moyens de sa réalisation. 12 personnes constituent votre équipe (Etudes, Marchés, Communication-Publicité) et vous avez en outre une mission permanente de conseil et d'assistance auprès des Responsables des Caisse pour la réalisation de leurs plans.

Nous pensons que l'expérience de la réflexion stratégique, du marketing des produits de grande diffusion, celle de l'organisation commerciale et de la direction d'une force de vente sont des éléments majeurs pour gagner et, que cette proposition s'adresse à un professionnel des 35 ans dont la formation supérieure commerciale (type ESC) a reçu sur le terrain son indispensable complément.

Nous le remercions d'adresser son dossier à notre Conseil SEFOP, sous la réf. SO 271 M, qui préparera notre rencontre.



SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTÉC



Le Groupe CGEA (6500 personnes) prestataire de services auprès des Collectivités Locales dans les domaines de la propreté urbaine et des transports en commun, appartenant au Groupe Générale des Eaux, en développement constant, recherche



Responsables de Centres de Profit (réf. 8901)

- MISSION : GERER nos Centres de Profit, DEVELOPPER nos activités commerciales, ANIMER des équipes d'une cinquantaine de personnes.
- PROFIL : Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, première expérience réussie.

Jeunes Attachés Commerciaux (réf. 8902)

- MISSION : PRENDRE EN CHARGE une gamme de services dans le domaine de la propreté des villes et de l'environnement. PROSPECTER la clientèle correspondante, SURVEILLER les contrats commerciaux.
- PROFIL : IUT - BTS ou équivalent, première expérience ou connaissance des collectivités locales.

Nous vous remercions d'adresser lettre avec C.V., photo et prétentions sous la référence correspondante à CGEA - Direction du Personnel - 174, rue de la République - 92817 PUTEAUX Cedex.

Le Carnet d'

Le Carnet d'adresses des cadres et dirigeants des entreprises françaises et étrangères. Ce carnet est une véritable bible pour les cadres et dirigeants des entreprises françaises et étrangères. Il contient les noms, adresses, coordonnées et fonctions des cadres et dirigeants des entreprises françaises et étrangères. C'est un outil indispensable pour les cadres et dirigeants des entreprises françaises et étrangères.

Économie

Election houleuse du nouveau secrétaire général de Force ouvrière

M. Marc Blondel s'affirme décidé à jouer le « rassemblement »

Le samedi 4 février, à 17 heures, M. Marc Blondel, qui aura prochainement cinquante ans, a été proclamé élu secrétaire général de FO par le comité confédéral national (CCN).

Il a aussitôt donné l'accolade à son rival malheureux, M. Claude Pitous. M. Marc Blondel a

recueilli les suffrages de quarante-huit unions départementales (UD) et de vingt fédérations, soit 3 644 voix sur 6 798 (53,6 %). M. Pitous a obtenu l'appui de cinquante-cinq UD — alors qu'il en attendait de treize fédérations, soit 3 154 voix (46,4 %).

Lors de sa première conférence de presse, dans la soirée du 4 février, à l'issue d'un CCN de douze heures, M. Blondel, entouré de MM. Bergeron et Pitous, s'est montré rassurant : « La démocratie a joué. Je suis responsable d'un bureau fidèle au président. Nous allons travailler ensemble. FO est et restera une organisation réformatrice. » Niant

constitué par l'attitude de M. Blondel face aux trotskistes qui l'ont appuyé dans sa campagne et qui étaient nombreux à manifester leur joie le 4 février au soir, « Nous sommes tous des mandataires, y compris le secrétaire général », avait répliqué le 3 février, M. Alexandre Hébert, « patron » anarcho-syndicaliste de la Loire-Atlantique. Le nouveau secrétaire général saura-t-il s'affranchir de cet encombrant soutien ou devra-t-il donner des gages d'orthodoxie ?

L'autre crainte concerne la perspective d'une radicalisation de FO. M. Blondel a confirmé qu'il s'appuierait sur les résolutions du congrès, qui laissent une marge de négociation quasiment nulle. Il a aussi fait référence au « syndicatisme de contestation ». On peut donc s'attendre à un net durcissement à l'égard de la politique contractuelle, le successeur de M. Bergeron ayant souvent reproché à son organisation d'avoir, ces dernières années, négocié à reculons en entraînant bien des revendications patronales. Un reproche formulé aussi au congrès par plusieurs de ses lieutenants, comme M. Hupel (bâtiment), M. Raignoux (Indre) ou M. Hébert. Une telle « grive de la droite » fait la CGT dans un camp du refus et... ouvrirait un boulevard à la CFDT. M. Blondel, plus réaliste que doctrinaire, est suffisamment avisé pour savoir qu'une telle radicalisation aggraverait les divisions de FO. Or il s'affirmait bien décidé, le 5 février, à jouer « apaisement » et le « rassemblement ». Mais il faudra compter avec l'amerume des « perdants ».

MICHEL NOBLECOURT.

Le nouveau bureau confédéral

Le nouveau bureau confédéral de FO est ainsi composé :

Secrétaire général : Marc Blondel.

Trésorier : André Roulet.

Membres : Alphonse Bernard (Pas-de-Calais) ; Maurice Derlin (Pas-de-Calais) ; Antoine Faesch (Pau) ; Jean Hupel (Indre) ; Jean-Jacques Lalande (Jura) ; Claude Malier (Mayenne) ; Bernard Mouragues (Jura) ; Jacques Pé (défense nationale) ; Claude Pitous ; Roland Raignoux.

Parmi les membres sortants du bureau confédéral, MM. Bergeron, Lenda et Doric ne se représenteront pas. M. Duffaud n'a pas été réélu.

* Blondeliste.
** Pitousien.

REPÈRES

Commerce extérieur

Déficit record pour l'Italie en 1988...

La balance commerciale italienne a enregistré l'an dernier son plus mauvais résultat, avec un déficit de 12 863 milliards de francs (60 milliards de francs environ). L'année précédente, le déficit avait atteint 11 143 milliards de francs, et sa dégradation en 1988 est liée à une augmentation des importations (11,4 %) supérieure à celle des exportations (11,1 %).

... excédent pour la Roumanie

L'agence de presse officielle de Bucarest, Agence, a annoncé que la Roumanie avait enregistré l'an dernier un excédent commercial de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs environ), résultat qui permet au président Nicolae Ceausescu de poursuivre son objectif d'élimination de la dette extérieure. Une politique agressive d'exportation, qui touche surtout les produits alimentaires, a été lancée par la Roumanie, afin d'accroître le remboursement des emprunts. Cependant, selon des diplomates occidentaux, cette politique s'est traduite par des réductions en nourriture, chauffage et électricité.

Un syndicaliste « de contestation »

« Je suis narcissique, intrigant, manipulateur », reconnaît volontiers M. Marc Blondel, le troisième secrétaire général de la CGT-FO, qui n'a pas sa langue dans sa poche. Mais, ajoute-t-il comme pour se disculper, « avant tout, je suis un militant ». Un militant qui réunit tout haut depuis dix ans, alors qu'il était à la tête de la puissante Fédération des employés et cadres, d'occuper le fauteuil de M. André Bergeron.

Patience, ambition et stratégie savamment calculées ont fait le reste. M. Blondel avait fortement envie d'être le numéro un. Il l'est. Bien décidé à exercer son pouvoir.

Le personnage, haut en couleur et en paroles, a toujours été très controversé dans son organisation. Mieux valait, disait-on, être son ami, même si certains, dans la dernière ligne droite, lui ont fait faux bond. Extraverti, il n'a rien de l'image traditionnelle de l'homme du Nord qu'il est. Il peut être fort convivial comme il peut montrer sans ménagement sa mauvaise humeur. Il a tout de l'épicurien, grand amateur de taurinisme, mais sait rester quatre heures à table, faisant honneur à la bonne chère et concluant son repas par un gros cigare. Avec ses bretelles multicolores et sa forte stature, il a presque la rondeur d'un chamois, mais n'en a pas l'innocence. Ferme, et même dur dans ses combats, passionné dans les débats, il sait aussi se montrer sensible et attentif aux autres.

« Halte-là ! Casse-cou ! »

Né le 2 mars 1938 à Courbevoie, « par accident », M. Blondel a passé son enfance dans sa famille de mineurs à Héris-Lésard (Pas-de-Calais) : « Il ne s'est pas laissé entraîner par la mine, a été élevé de près, dans sa jeunesse, la condition ouvrière. Après son baccalauréat, il entreprend des études de droit. Puis il se lance dans une ronde de métiers qui ressemble bientôt à un ballet de petits bouillots : vendeur sur les marchés, auditeur dans les PTT puis dans l'enseignement.

En 1966, à l'âge de vingt-huit ans, il entre en syndicalisme avec l'outil et la conviction. « Je suis un syndicaliste », admet-il lui-même encore aujourd'hui. Mais, indéniablement, il a la triple militance. En 1960, il devient permanent de l'Union des employés FO de la région parisienne.

Au sein de FO, il défend d'abord la politique de la pré-

sence dans les organismes paritaires, puis il la combat. En avril 1966, à la Mutualité à Paris, il intervient devant le congrès confédéral. « Si j'ai choisi la maison, lance-t-il aux délégués, c'est parce que je l'aime, et c'est pour cette raison que, de temps en temps, je me sens obligé de dire : Halte-là ! Casse-cou ! » En l'occurrence il crie alors « casse-cou ! » sur le paritarisme et la politique contractuelle.

A cette époque, il juge aussi que « être la deuxième centrale de France, lorsqu'on sait qu'il y a 25 % de syndiqués, ce n'est pas un excellent titre de gloire ». Enfin, il considère que la position de FO face à l'accord CGT-CFDT qui vient d'être conclu, est « rétrograde ». Il va même alors rejoindre Maurice Labi, un des responsables de la chimie, qui, six ans plus tard, entraînera une partie de sa fédération à la CFDT, en affirmant — toujours en 1986 : « Il faudrait suivre le côté aventureux du camarade Labi, qui ne se gêne pas, quand il s'agit de proposer l'unité, de l'ouvrir à tout le monde, c'est-à-dire à la CGT, à la CFDT, mais sur ses conditions. » Des péchés de jeunesse qui le rendent volontiers provocant, mais il n'a jamais caché que, sur certaines questions, il avait depuis évolué.

En 1974, il est élu avec seulement 18 voix d'avance secrétaire général de la Fédération des employés et cadres. Six ans plus tard, en 1980, il entre au bureau confédéral, où il assumera avec une compétence reconnue la responsabilité du secteur économique. Dès 1984, il se met sur les rangs pour la succession de M. Bergeron et se chargera lui-même un peu plus tard de lui annoncer sa candidature. Il assure même que M. Bergeron lui avait promis de l'aider pour y parvenir, mais l'intéressé a toujours démenti, et il a ensuite fait son possible, du moins avant le congrès, pour l'empêcher d'y accéder. Ce n'était ni de près ni de loin son « dauphin ». Au contraire.

Amateur de déclarations à l'emporte-pièce, M. Blondel aime à se mettre en avant. Il a les qualités pour cela : brillant orateur, bon débattre, c'est aussi un négociateur pugnace, qui se flatte d'avoir négocié en militant du secteur privé de nombreuses conventions avec le patronat. C'est lui qui signera l'accord de 1989 sur la sécurité de l'emploi, celui de 1975 sur les conditions

de travail. Mais, en décembre 1984, il fait partie de ceux qui combattent le plus farouchement le projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi : « On ne peut pas crier à la modernité et, en même temps, remettre en cause ce que les salariés, à travers la négociation, ont progressivement obtenu. »

En 1985, il s'opposera aussi, mais sans succès cette fois, à l'accord sur les procédures de licenciement.

« La revendication crée le mouvement »

Ce jeune grand-père ténu, dont une fille est militante à FO, affectionne aussi les conférences internationales, jouant un rôle très actif au Bureau international du travail où il est membre du conseil d'administration depuis 1981. Politiquement, il n'y a pas d'ambiguïté, M. Blondel est « à gauche, non par opportunisme, mais par conviction ». Au moment de la guerre d'Algérie, il manifestait avec l'UNEF, et s'est même fait sérieusement tabasser par un CRS. Exclu un temps de la SFIO, à cause de l'Algérie, il y reviendra en 1970, après un court détour par le Parti socialiste autonome.

Depuis, il a toujours sa carte du PS, où il est proche de M. Mauroy, « mon copain ventre-mou ». Franc-maçon, il est hostile aux « chrétiens de gauche », une de ses bêtes noires. Mais il se défend, malgré ses alliances, de toute sympathie trotskiste. Simplement, il a compris parmi ses amis Fred Zeller, l'ancien secrétaire de Trotski.

Se proclamant facilement « archaïque », il estime que, si le syndicalisme « n'est pas porteur d'un projet global de société, par son action journalière il modifie le mode de vie ». Pour lui, « la pratique du contrat collectif permet à l'organisation syndicale de réaliser ses revendications sans les conditionner à la décision du législateur ». Ennemis de la « reconposition syndicale » et de tout rapprochement avec la CFDT, il défend la « syndicalisme de contestation », car, dit-il, « c'est la revendication qui crée le mouvement » et « le social prime sur l'économique ».

Mais, au-delà des mots, il y a fort à parier que cet homme intelligent et peu doctrinaire saura faire preuve de prudence et de pragmatisme.

M. N.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dans le cadre du développement du réseau international de la BBL (Banque Bruxelles Lambert)

La Banque Louis-Dreyfus

BANQUE LOUIS-DREYFUS

APPLIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

vient d'acquérir 51% du capital de la Société Auboyneau-Labouret-Ollivier S.A.

Auboyneau - Labouret - Ollivier
Société de Bourse

avec vocation à détenir 90% du capital dans le délai d'un an.

Cette association permettra aux deux partenaires d'exploiter ensemble les opportunités de croissance offertes par la place financière de Paris dans le contexte européen et de mettre en commun des moyens élargis au profit de leurs clientèles respectives.

هكذا من الأصل

